

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 688

12 mars 2015

SOMMAIRE

Access Self-Storage Holdings S.A.	33003	Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	33007
B4U Tax Free SARL	32985	Multipatent I Holding Luxembourg S.A.	32983
B&More	33004	Nadarik S.A.	32984
Boisclair S.A.	33002	NBIM Nerva S.à r.l.	32984
Casa Luxembourg s.à r.l.	33024	New Mersey Lux S. à r. l.	32984
Catalyst EPF II Lux 2 S.à r.l.	32995	Nickel S.A.	32984
Dan Group S.à r.l.	32985	Norfin International S.A.	32980
DBAG Investment II S.à r.l.	32997	Ocean Management S.à r.l.	32982
E.T.U. S.A.	32986	OCM Luxembourg POF III S.à r.l.	32979
European Directories S.A.	32990	Operator One S.A.	32979
FedEx International Holdings Limited (Lu- xembourg) S.C.S.	32978	Operator One S.A.	32979
Fernbach Financial Software S.A.	33003	Orion Master III Luxembourg S.à r.l.	32979
Fintecno S.A.	32980	Osmose Media S.A.	32981
Finvela S.A.	32978	Outlet Mall (Italy) Holding Sàrl	32981
FISCALIS (Luxembourg) Sàrl	32980	Oxara Italia S.à r.l.	32982
Furka S.A.	32978	Palan S.A.	32979
Furka S.A.	32978	Palenque S.A., SPF	32981
German Debt S.à r.l.	32978	Panattoni Western Fund S.à r.l.	33006
Infiana Investment S.à r.l.	32997	Pavane Investments S.à r.l.	32982
Investimer S.à r.l.	33003	Santasalo S.à r.l.	33007
Melopon S.A.	32981	Uden S.A.	33007
Milo S.A.	32983	YRI Europe S.à r.l.	32994
MKL Properties S.A.	32983		
ML Infrastructure Holdings S.à r.l.	32983		

Finvela S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 76.620.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 février 2015. Signature.

Référence de publication: 2015021039/10.

(150024123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

German Debt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 150.176.

Les comptes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour German Debt S.à r.l.

Référence de publication: 2015021058/10.

(150024272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Furka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 3, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 34.909.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2015.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2015021054/11.

(150024503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Furka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 3, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 34.909.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2015.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2015021055/11.

(150024576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

FedEx International Holdings Limited (Luxembourg) S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.
R.C.S. Luxembourg B 155.851.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette en date du 19 novembre 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2015021016/12.

(150024819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Palan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 81.424.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015021317/10.

(150024207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Operator One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 139.596.

Par la présente, je vous informe de ma démission de la fonction d'administrateur au sein de votre société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 31 janvier 2015.

Ingor Meuleman.

Référence de publication: 2015021295/10.

(150024549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Orion Master III Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 140.853.

Les statuts coordonnés au 28 janvier 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2015021298/11.

(150024698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Operator One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 139.596.

Par la présente, nous vous informons de notre démission de la fonction de commissaire aux comptes au sein de votre société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 31 janvier 2015.

Pour Alpha Expert S.A.

Référence de publication: 2015021296/11.

(150024549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

OCM Luxembourg POF III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 109.801.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 30 janvier 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

- D'accepter la démission de M. Szymon Dec, et Mme Figen Eren avec effet du 31 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg POF III Sarl

Référence de publication: 2015021287/12.

(150024735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Fintecno S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 83.283.

—
EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 23 janvier 2015 que

CF Corporate Services
2, avenue Charles de Gaulle
L-1653 Luxembourg
R.C.S. Luxembourg B 165872

a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société FINTECNO S.A. pour une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme
Luxembourg, le 6 février 2015.

Référence de publication: 2015021038/17.

(150024647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Norfin International S.A., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 188.946.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 décembre 2014

- La liquidation de la société NORFIN INTERNATIONAL S.A. est clôturée.
- Décharge est accordée au liquidateur et au commissaire de liquidation pour l'exécution de leur mandat
- Les livres et documents sociaux sont déposés au 412F, route d'Esch, L- 2086 Luxembourg et y seront conservés pendant cinq ans au moins.

Fait à Luxembourg, le 31 décembre 2014.

Certifié sincère et conforme

MERLIS S.à r.l.

Signatures

Liquidateur

Référence de publication: 2015021276/18.

(150024484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

FISCALIS (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 81, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 88.656.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 15/01/2015 que:

- MC Consulting S.à r.l. en faillite, établie à L-2441 Luxembourg, 220 rue de Rollingergrund, représentée par Me Florence SCHWARTZ, es-qualité de curateur de la société,

a cédé 245 parts sociales de la société Fiscalis Luxembourg S.à r.l. (B88656) dont le siège social est sis à L-1750 Luxembourg, 81 avenue Victor Hugo à

- Monsieur Robert SOUMOIS, demeurant à B-6840 Neufchâteau, 16 route de Motechet, Lahérie

Par la signature pour accord, Fiscalis Luxembourg S.à r.l. reconnaît et accepte l'existence du présent contrat de cession de parts et ce dans l'intérêt de la notification du transfert des 245 parts sociales conformément aux dispositions de l'article 190 de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée renvoyant à l'article 1690 du code civil.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2015.

Référence de publication: 2015021045/19.

(150024257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Outlet Mall (Italy) Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 97.205.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021285/9.

(150024934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Palenque S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 98.053.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg en date du 30 janvier 2015

1. SGG S.A., Société Anonyme luxembourgeoise, ayant son siège au 412F, route d'Esch à L-2086 Luxembourg est nommée Dépositaire au sens de l'article 2 de la loi du 24 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur.

Référence de publication: 2015021301/11.

(150024443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Melopon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 54.219.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal du conseil d'administration du 12 janvier 2015:

Conformément à l'article 11Bis, § 1 et 42 nouveau de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales tels qu'adoptés par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, le conseil d'administration décide de désigner GLOBAL TRUST ADVISORS S.A, B68731, 26-28 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg, comme dépositaire des actions.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015021236/14.

(150024302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Osmose Media S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 137.780.

Décision du 5 février 2015 prise par l'actionnaire unique d'Osmose Media (la «société»).

L'actionnaire unique DECIDE de renouveler le mandat de:

DELOITTE AUDIT Société à responsabilité limitée,

RCS LUXEMBOURG B 67.895,

560, Rue de Neudorf,

L- 2220 Luxembourg

comme Réviseur d'Entreprises, et ce, pour la révision des comptes annuels clos au 31/12/2014.

Le mandat du Réviseur d'Entreprises fera l'objet d'un renouvellement lors de l'assemblée générale ordinaire de 2015 statuant sur les comptes clos au 31/12/2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Extrait sincère et conforme

LG@vocats

Mandataire

Référence de publication: 2015021300/20.

(150024154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Ocean Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 160.048.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 29 janvier 2015 que:

- La démission de M. Patrick MOINET, gérant de classe B de la Société a été acceptée avec effet immédiat;
- La personne suivante a été nommée gérant de classe B de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée:

* Mr Marc CHONG KAN, né le 24 août 1964 à Paris, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 février 2015.

Référence de publication: 2015021281/17.

(150024367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Oxara Italia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 133.462.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 3 février 2015

En date du 3 février 2015, l'associé unique de la Société a pris connaissance de la démission de Claudine Schinker en tant que gérant de la Société et ce avec effet rétroactif au 7 janvier 2015.

En cette même date, l'associé unique de la Société a décidé de nommer Delhia Perez-Garbin, née le 3 mai 1982 à Boulay en France, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet rétroactif au 7 janvier 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015021286/18.

(150024345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Pavane Investments S.à r.l., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 78.943.

Extrait du procès-verbal de la résolution de l'associé unique prise le 30 janvier 2015

Il résulte du procès-verbal de la résolution de l'associé unique prise le 30 janvier 2015 que:

- La démission de Monsieur Luc Sunnen de son poste de gérant de catégorie B est acceptée avec effet immédiat.
- Monsieur Luc Sunnen, né le 22 décembre 1961 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 23 rue des Bruyères L-1274 Howald est nommé, avec effet immédiat au poste de gérant de catégorie A, pour une durée indéterminée.
- Madame Isabel de Los Angeles Olivares De La Cerda, née le 14 décembre 1974 à Madrid en Espagne domiciliée au Calle Juan Carlos, 76 Planta 1, Puerta D 28229 Villanueva Del Pardillo, Madrid, Espagne est nommée, avec effet immédiat au poste de gérant de catégorie B, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05/02/2015.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015021327/19.

(150024380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

MKL Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 30.102.

EXTRAIT

Il résulte de la réunion du Conseil d'administration du 3 février 2015 que les modifications suivantes ont été apportées:
Le Conseil d'Administration a décidé de nommer Agir Luxembourg S.A., PSF spécialisé, 25B boulevard Royal L-2449 Luxembourg, en tant que le dépositaire des actions au porteur émis par la société à partir du 3/02/2015.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015021243/12.

(150024564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Multipatent I Holding Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.
R.C.S. Luxembourg B 98.518.

Extrait de la résolution prise par le conseil d'administration en date du 4 février 2015

En application de la loi du 28 juillet 2014, le conseil d'administration décide de nommer pour une durée indéterminée avec effet au 4 février 2015, Maître Arsène KRONSHAGEN, Avocat à la Cour, 22, rue Marie-Adélaïde, L-2128 Luxembourg, en tant que dépositaire des actions au porteur émises par la Société.

Certifié sincère et conforme

Pour MULTIPATENT I HOLDING LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015021255/13.

(150024598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

ML Infrastructure Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 130.669.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 15 janvier 2015

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- de nommer Stephanie Beale, née le 10 février 1971 Illinois, Etats Unis d'Amérique, ayant son siège social au 100 North Tryon Street, Charlotte, Caroline du Nord, NC 28255, Etats Unis d'Amérique, en tant que gérante de la Société avec effet au 15 janvier 2015 et ce pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 4 février 2015.

Référence de publication: 2015021244/14.

(150024489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Milo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 156.457.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 20 janvier 2015:

- La société anonyme de droit luxembourgeois Fidu-Concept Sàrl., ayant son siège social à L-2132 Luxembourg 36, Avenue Marie-Thérèse (RCS Luxembourg B 38.136) est nommée pour une durée indéterminée à la fonction de dépositaire, en application des dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Référence de publication: 2015021242/15.

(150024909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

New Mersey Lux S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 123.637.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021261/9.

(150024290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

NBIM Nerva S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 172.917.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2015021268/10.

(150024075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Nadarik S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 178.523.

EXTRAIT

A&C MANAGEMENT SERVICES, société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 80, rue des Romains, L-8041 Strassen a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la société en date du 23/01/2015, et ce suivant les dispositions de la Loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions ou parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021266/13.

(150024823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Nickel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5328 Dalheim, 2, Op de Fielzen.
R.C.S. Luxembourg B 74.217.

Extrait du Procès-verbal du Conseil d'Administration tenu au siège social au 2 op de Fielzen L-5328 Dalheim, le 28 janvier 2015 à 10h00

Délibérations:

Après avoir délibéré, le Conseil d'Administration, à l'unanimité, prend les résolutions suivantes:

Première résolution:

Le Conseil d'Administration désigne en tant que dépositaire des actions au porteur de la société, la banque BIL Luxembourg S.A. ayant son siège social: 69 route d'Esch L-2953 Luxembourg, immatriculée au RCS Luxembourg numéro B 6.307.

Il est rappelé que le Conseil d'Administration de la société est composé des personnes morales et physiques suivantes:

Denis Mingarelli

Serge Atlan

Philippe Bertolani

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015021271/22.

(150024485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

**B4U Tax Free SARL, Société à responsabilité limitée,
(anc. Dan Group S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 164.126.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-seventh day of January.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, undersigned.

Appears:

The undersigned DAN GLOBAL FOUNDATION, a company existing and governed by the laws of Panama, having its registered office at Calles 50 y Auilino de la Guardia, Plaza Banco General, Piso 14, 0815 Panama City, Panama, registered at the Panama Registry under the number 49965, here-after the «Shareholder»,

acting as sole shareholder owning all the one hundred and twenty-five (125) corporate units representing the whole issued capital of «DAN GROUP S.à r.l.», a private limited liability company with registered office at 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B164126, here-after the «Company», incorporated by deed enacted by Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg) on the 11th day of October 2011, published in Memorial C number 2927 of the 30th day of November 2011,

here represented by Mrs Ekaterina DUBLET, jurist, residing professionally at 39, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, here-after the «Proxy»,

specifically authorized for this purpose under a power of attorney, which, signed "ne varietur" by the Proxy and the undersigned notary, will remain attached to the present deed.

The Shareholder, exercising the powers devolved to the General Assembly and considering it as validly constituted and able to deliberate on all the points of the agenda, which he acknowledges having been previously informed, has requested the undersigned notary record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder decides to change the name of the Company into "B4U Tax Free SARL".

Second resolution

The Shareholder decides to amend article 4 of the articles of incorporation, to read as follows:

“ **Art. 4.** The company’s name is “B4U Tax Free SARL”. ”.

Expenses

For reference only, the fees of the present deed, are estimated at one thousand five hundred Euro (EUR 1,500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the Shareholder, the present deed is worded in English followed by a French translation. On its request, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn up and duly enacted in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Proxy, acting in the above stated capacity, she signs together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quinze, le vingt-sept janvier.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg.

Comparaît:

DAN GLOBAL FOUNDATION, une société panaméenne avec siège à Calles 50 y Auilino de la Guardia, Plaza Banco General, Piso 14, 0815 Panama City, République de Panama, immatriculée au registre des sociétés de Panama sous n° 49965, ci-après l’«Associé»,

agissant en qualité de seul associé propriétaire des cent vingt-cinq (125) parts sociales représentant le capital de «DAN GROUP S.à r.l.», société à responsabilité limitée avec siège au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B164126, ci-après la «Société», constituée aux termes d’un acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 11 octobre 2011, publié au Mémorial C numéro 2927 du 30 novembre 2011,

ici représentée par Madame Ekaterina DUBLET, juriste, demeurant professionnellement au 39, Boulevard Joseph II L-1840 Luxembourg, ci-après «le Mandataire»,

spécialement mandatée à cet effet aux termes d'une procuration, laquelle, signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présent acte.

L'Associé, exerçant les prérogatives dévolues à l'assemblée générale et considérant celle-ci comme valablement constituée et apte à délibérer sur tous les points de l'ordre du jour, dont il reconnaît avoir préalablement pris connaissance, requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'Associé décide de changer la dénomination sociale en "B4U Tax Free SARL".

Seconde résolution

L'Associé décide de modifier l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4.** La dénomination de la Société est "B4U Tax Free SARL".

Frais

A titre indicatif, les frais de l'acte notarié sont estimés à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500).

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande de l'Associé le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur sa demande, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au Mandataire, ès-qualités qu'elle agit, elle a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: E. DUBLET, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 28 janvier 2015. Relation: LAC1/2015/2604. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 février 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015019558/78.

(150023394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

E.T.U. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6477 Echternach, 37, rue des Remparts.

R.C.S. Luxembourg B 194.205.

—
STATUTEN

Im Jahre zwei tausend fünfzehn.

Den sechszwanzigsten Januar.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

1.- Herr Guido KOHL, Elektrotechnikermeister, wohnhaft in D-54529 Spangdahlem, Ricktstrasse, 7.

2.- Frau Andrea ELSÉN geborene KOCKELMANN, Geschäftsführerin, wohnhaft in D-54662 Speicher, Neustrasse, 4.

Welche Komparenten den handelnden Notar ersuchten die Satzungen einer zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

1. - Firma, Sitz, Zweck, Dauer und Kapital

Art. 1. Es wird andurch eine Aktiengesellschaft gegründet.

Die Gesellschaft führt die Bezeichnung E.T.U. S.A.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Echternach.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist die Verlegung und Montage von Elektroinstallationen, Heizungs- Sanitär- und Lüftungsanlagen, die Installation von Anlagen zur Erzeugung erneuerbarer Energien sowie diesbezügliche Dienstleistungen im Bereich der Wartung und Reparatur.

Gegenstand der Gesellschaft ist ebenfalls der Handel mit den dazugehörenden jeweiligen Produkten.

Die Gesellschaft ist des Weiteren ermächtigt alle Arten von industriellen, kommerziellen, finanziellen oder Immobilien-Transaktionen zu tätigen, welche mit dem Gesellschaftszweck verbunden werden können und der Entwicklung der Gesellschaft förderlich sind.

Art. 4. Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt und beginnt am Tage der Gründung.

Eine vorzeitige Auflösung der Gesellschaft kann unter Beachtung der für Satzungsänderungen vorgesehenen gesetzlichen Bestimmungen, durch Beschluss einer außergewöhnlichen Generalversammlung der Aktionäre respektive durch Beschluss des alleinigen Anteilhabers erfolgen.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt EINUNDDREISSIG TAUSEND EURO (€ 31.000.-) und ist aufgeteilt in ein hundert (100) Aktien mit einem Nennwert von je DREI HUNDERT ZEHN EURO (€ 310.-).

Die Aktien sind ausschließlich Namensaktien.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Im Falle einer Kapitalerhöhung werden die neuen Aktien mit denselben Rechten ausgestattet sein wie die bestehenden Aktien.

Im Falle eines Verkaufes seiner Aktien an einen Dritten oder an einen anderen Aktionär, muss der Aktionär dem Verwaltungsrat mittels Einschreibebrief seine Verkaufsabsicht, den Namen des Käufers, den vereinbarten Preis sowie die Bedingungen des Verkaufes mitteilen.

Der Verwaltungsrat gibt hiervon innerhalb von dreißig Tagen Mitteilung an die anderen Aktionäre.

Dieselben haben dann ein Vorkaufsrecht diese Aktien im Verhältnis zu ihrer Beteiligung im Gesellschaftskapital zu erwerben und dies zu dem angegebenen Preis und zu den angegebenen Bedingungen.

Die entsprechende Mitteilung muss schriftlich innerhalb von dreißig Tagen an den Verwaltungsrat erfolgen. Wenn einer oder mehrere Aktionäre keine Aktien erwerben wollen, so sind die restlichen Aktionäre berechtigt diese Aktien wiederum im Verhältnis der von ihnen gehaltenen Aktien zu erwerben.

Wenn ein kaufwilliger Aktionär mit dem verlangten Preis nicht einverstanden ist, ernennt jede der Parteien ihren Experten zwecks gemeinsamer Bestimmung des Wertes der Aktien auf Grund der drei letzten Bilanzen, sowie auf Grund der Zukunftsaussichten der Gesellschaft.

Sollten die beiden Experten keine Einigung finden, wird von ihnen ein dritter Experte mit der definitiven Bestimmung des Wertes der Aktien beauftragt.

Der von den Experten festgehaltene Wert der Aktien bindet die Parteien. Der Verkäufer kann sein Verkaufsangebot nicht mehr zurückziehen, jedoch kann der Ankäufer innerhalb von fünfzehn Tagen auf seinen Kauf verzichten.

Die Aktionäre welche beabsichtigen Aktien zu erwerben, müssen ihre Kaufabsicht dem Verwaltungsrat mitteilen innerhalb von dreißig Tagen, vom Erhalt des Berichtes der Experten angerechnet.

Aktien welche keine Abnehmer unter den bestehenden Aktionären finden, können innerhalb von dreißig Tagen an Dritte verkauft werden, jedoch zu dem anfangs angegebenen Preis, beziehungsweise zum Wert der von den Experten festgehalten worden ist.

Art. 6. Das Grundkapital kann durch Beschluss einer außergewöhnlichen Generalversammlung der Aktionäre oder des alleinigen Anteilhabers erhöht oder herabgesetzt werden. Dieser Beschluss muss den für Satzungsänderungen vorgeschriebenen gesetzlichen Formen und Voraussetzungen genügen.

II. - Verwaltung und Aufsicht

Art. 7. Im Falle von mehreren Aktionären wird die Gesellschaft durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen. Die Generalversammlung bezeichnet die Verwaltungsratsmitglieder und bestimmt deren Zahl. Die Verwaltungsratsmitglieder sind berechtigt die vorläufige Besetzung eines vakanten Sitzes im Verwaltungsrat vorzunehmen; die nächstfolgende Generalversammlung bestellt dann endgültig das neue Verwaltungsratsmitglied.

Im Falle eines alleinigen Anteilhabers oder für den Fall wo bei einer Generalversammlung der Aktionäre festgestellt wird dass nur ein einziger Anteilhaber alle Aktien hält, kann die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder auf ein Mitglied herabgesetzt werden, bis zur ersten ordentlichen Generalversammlung, nach der Feststellung dass die Gesellschaft mehrere Aktionäre hat.

Die Verwaltungsratsmitglieder oder der alleinige Verwalter werden von der Generalversammlung der Aktionäre beziehungsweise durch den alleinigen Anteilhaber ernannt.

Die Amtsdauer des Verwaltungsrates oder des alleinigen Verwalters beträgt höchstens sechs (6) Jahre.

Das oder die Verwaltungsratsmitglieder sind wiederwählbar und jederzeit abrufbar.

Art. 8. Im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, bezeichnet der Verwaltungsrat aus seiner Mitte einen Vorsitzenden. Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder im Falle dessen Verhinderung, durch zwei Mitglieder einberufen.

Die Gültigkeit der Beratungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates ist bei Anwesenheit der Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder gegeben. Die Vertretung ist nur zulässig unter Verwaltungsratsmitgliedern.

In Dringlichkeitsfällen sind die Verwaltungsratsmitglieder befugt, brieflich oder auch durch elektronische Übermittlung zur Tagesordnung abzustimmen.

Die Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 9. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, welche in einem Spezialregister eingetragen werden, und werden durch wenigstens ein Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle welche vor Gericht oder anderswo zur Verwendung kommen, werden von dem Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch den alleinigen Verwalter beglaubigt.

Art. 10. Der Verwaltungsrat respektive der alleinige Verwalter haben die weitestgehenden Befugnisse zur Geschäftsführung und treffen alle ihnen zur Erfüllung des Gesellschaftszweckes notwendig erscheinenden Verfügungen und Verwaltungsmaßnahmen.

Ihre Zuständigkeit ist nur beschränkt durch die der Generalversammlung gemäss Gesetz und laut den gegenwärtigen Statuten vorbehaltenen Beschlüsse.

Art. 11. Die tägliche Geschäftsführung sowie die Vertretung der Gesellschaft hinsichtlich dieser täglichen Geschäftsführung, kann Verwaltungsratsmitgliedern, Direktoren, Verwaltern oder anderen Angestellten ob Aktionäre oder nicht, vom Verwaltungsrat oder von dem alleinigen Verwalter übertragen werden, welche deren Befugnisse festlegt. Erfolgt die Übertragung an ein Verwaltungsratsmitglied, so bedarf es der vorherigen namhaften Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Das (die) erste(n) delegierte(n) Verwaltungsratsmitglied(er) darf (dürfen) anlässlich der Generalversammlung, welche auf die Gesellschaftsgründung folgt, ernannt werden.

Es steht dem Verwaltungsrat oder dem alleinigen Verwalter zu Spezialvollmachten für Rechtsgeschäfte zu erteilen zu denen sie selbst befugt sind.

Dritten gegenüber wird die Gesellschaft wie folgt verpflichtet:

- Im Falle eines alleinigen Verwalters unter allen Umständen durch seine alleinige Unterschrift.
- Im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern,
- oder durch die alleinige Unterschrift des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes oder Verwalters, handelnd im Rahmen der täglichen Geschäftsführung, falls ein solcher genannt ist.

Spezialbevollmächtigte verpflichten die Gesellschaft Dritten gegenüber im Umfange des ihnen erteilten Mandates.

Im Geschäftsverkehr mit öffentlichen Verwaltungen wird die Gesellschaft durch den alleinigen Verwalter respektive durch ein beliebiges Verwaltungsratsmitglied rechtsgültig vertreten.

Die Gesellschaft wird gerichtlich sei es als Klägerin oder Beklagte, durch den alleinigen Verwalter oder durch den Verwaltungsrat auf Betreiben des Präsidenten oder des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes vertreten.

Art. 12. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, deren Zahl durch die Generalversammlung oder durch den alleinigen Anteilhaber, die ihre Ernennung vornimmt, festgelegt wird.

Auch Nicht-Gesellschafter können zu Kommissaren ernannt werden. Die Amtsdauer der Kommissare beträgt höchstens sechs Jahre. Sie können jedoch wiedergewählt werden und sind jederzeit abrufbar.

Die ihm zustehende Befugnisse ergeben sich aus Artikel 62 des Gesetzes vom 10. August 1915.

III. - Generalversammlung

Art. 13. Im Falle eines alleinigen Anteilhabers übernimmt dieser sämtliche Befugnisse die durch das Gesetz der Versammlung der Aktionäre verliehen sind. Seine Beschlüsse werden schriftlich festgehalten.

Im Falle von mehreren Aktionären vertritt jede rechtsgültige einberufene und zusammengesetzte Generalversammlung die Gesamtheit der Aktionäre; dieselbe ist weitgehendst befugt, sämtliche die Gesellschaft betreffenden Rechtshandlungen und Rechtsgeschäfte zu tätigen und gutzuheissen.

Art. 14. Die ordentliche Generalversammlung findet alljährlich am zweiten Mittwoch des Monats Juni um 10:00 Uhr statt am Sitz der Gesellschaft oder an dem in der Einberufung angegebenen Ort.

Sollte dieses Datum auf einen Feiertag fallen, so wird die Versammlung auf den nächstfolgenden Werktag verlegt.

Jede einzelne Aktie gewährt eine Stimme. Im Falle von mehreren Aktionären, kann jeder Aktionär sich in der Generalversammlung durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen; soweit gesetzlich nichts anderes bestimmt ist, fasst die Generalversammlung ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

Im Falle von mehreren Aktionären kann der Verwaltungsrat alle anderen, durch die Aktionäre zu vollbringenden Bedingungen, um an der Generalversammlung der Aktionäre teilzunehmen, bestimmen.

Eine außerordentliche Generalversammlung kann durch den Verwaltungsrat beziehungsweise durch den alleinigen Verwalter oder durch den oder die Kommissare einberufen werden. Auf schriftliche Anfrage der Aktionäre, welche zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals vertreten, muss sie einberufen werden.

Art. 15. Im Falle von mehreren Aktionären und falls sämtliche Aktionäre das Gesamtkapital vertreten, können Generalversammlungen auch ohne vorherige Einberufungen stattfinden.

IV. - Geschäftsjahr und Gewinnverteilung

Art. 16. Das Geschäftsjahr beginnt alljährlich am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 17. Fünf Prozent des Reingewinns fließen solange dem Reservefonds zu, bis dieser zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Darüber hinaus verfügt die Generalversammlung über den Saldo nach Gutdünken.

Die etwa auszuschüttende Dividende gelangt an den, vom Verwaltungsrat oder dem alleinigen Verwalter zu bestimmenden Orten und Zeitpunkten zur Auszahlung.

V. - Auflösung, Liquidation, Beglaubigung und Kosten

Art. 18. Die Generalversammlung oder der alleinige Anteilhaber ist jederzeit befugt, die Auflösung der Gesellschaft zu beschließen. Bei Auflösung der Gesellschaft sei es durch Ablauf der Vertragsdauer oder auch vorzeitig werden Liquidatoren ernannt; zu Liquidatoren können sowohl physische Personen als auch Gesellschaften ernannt werden;

Deren Bestellung und die Festlegung ihrer Bezüge erfolgt durch die Generalversammlung oder durch den alleinigen Anteilhaber.

Art. 19. Im Übrigen, besonders hinsichtlich der durch die gegenwärtigen Satzungen nicht erfassten Bestimmungen, unterliegt die Gesellschaft den gesetzlichen Bestimmungen, namentlich denjenigen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungsgesetzen, namentlich die Abänderung durch das Gesetz vom 25. August 2006.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt ausdrücklich, dass die durch Artikel 26 des Gesetzes vom zehnten August eintausendneunhundertfünfzehn über die Handelsgesellschaften vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt sind.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2015.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet im Jahre 2016 statt.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklären die Komparenten die EIN HUNDERT (100) Aktien wie folgt zu zeichnen:

1.- Herr Guido KOHL, vorgeannt, vierzig Aktien	40
2.- Frau Andrea ELSÉN, vorgeannt, sechzig Aktien	60
Total: EIN HUNDERT AKTIEN	100

Sämtliche Aktien wurden bis zum Belfaue von dreiunddreißig Prozent (33 %) in bar eingezahlt, machend den Betrag von ZEHN TAUSEND ZWEI HUNDERT DREISSIG EURO (€ 10.230.-), wie dies dem Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Erklärung

Die Komparenten erklären seitens des unterfertigten Notars Kenntnis erhalten zu haben, dass die Gesellschaft erst nach Erhalt der nötigen Ermächtigungen ihre Aktivitäten aufnehmen kann.

Gründungskosten

Die der Gesellschaft obliegenden Gründungskosten irgendwelcher Art werden abgeschätzt auf ungefähr ein tausend drei hundert Euro (€ 1.300.-).

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann treten die eingangs erwähnten Komparenten, die das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammen, zu der sie sich als rechtens berufen bekennen und fassten, nachdem sie die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt hatten, einstimmig folgende Beschlüsse:

- 1.- Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei und die Zahl der Kommissare auf einen festgesetzt.
- 2.- Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden bestellt:
 - Herr Guido KOHL, Elektrotechnikermeister, geboren in Trier (Deutschland), am 6. September 1982, wohnhaft in D-54529 Spangdahlem, Ricktstrasse, 7.
 - Frau Andrea ELSÉN geborene KOCKELMANN, Geschäftsführerin, geboren in Trier (Deutschland), am 15. November 1971, wohnhaft in D-54662 Speicher, Neustrasse, 4.
 - Herr Günther ELSÉN, Elektriker, geboren in Bitburg (Deutschland), am 14. April 1940, wohnhaft in D-54662 Speicher, Pastor-München-Strasse, 12.

3.- Zum Kommissar wird bestellt:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung beraten + prüfen lux, in Abkürzung b + p lux, mit Sitz in L-6868 Wecker, 7, Am Scheerleck, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 151.874.

4.- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden bei Gelegenheit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2020.

5.- Die Generalversammlung beschliesst Herr Guido KOHL, vorbenannt, zum Delegierten des Verwaltungsrates zu ernennen, sein Mandat endend bei Gelegenheit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2020, mit der Befugnis die Gesellschaft im Rahmen der tagtäglichen Geschäftsführung zu verpflichten und die Gesellschaft gegenüber Dritten im Rahmen dieser tagtäglichen Geschäftsführung durch seine Einzelunterschrift rechtsgültig zu vertreten

6.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-6477 Echternach, 37, rue des Remparts.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Echternach, in der Amtsstube des amtierenden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Kompargenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben.

Signé: G. KOHL, A. ELSEN, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 28 janvier 2015. Relation: GAC/2015/833. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): C. PIERRET.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 4. Februar 2015.

Référence de publication: 2015019578/210.

(150023196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

European Directories S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 108.024.

In the year two thousand fourteen, the first December, before Maître Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of European Directories S.A., a public limited liability company (société anonyme), organized under Luxembourg laws, with registered office at 5, Rue Guillaume Kroll, L - 1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B108024 (the Company). The Company has been incorporated on May 4, 2005, pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° - 969 of September 30, 2005. The articles of association of the Company (the Articles) have been last amended on July 1, 2009.

The Meeting is chaired by David Remy, employee, residing professionally in Luxembourg, who appoints Luca D'Alessandra, employee, residing professionally in Luxembourg, as Secretary and Xavier Poncelet, employee, residing professionally in Luxembourg, as Scrutineer (the Chairman, the Secretary and the Scrutineer constituting the Bureau of the Meeting).

The shareholders are present or represented at the Meeting and the number of shares they hold is indicated on the attendance list which will remain attached to the present minutes after having been signed by the representative of the shareholders and the members of the Bureau.

The proxy forms of the shareholders represented at the Meeting will also remain attached to the present minutes and signed by all the parties.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. It appears from the attached attendance list prepared and certified by the Bureau that out of the total 153,581 shares with the total par value of EUR 191,976.25 issued by the Company (which number comprises 127,770 «A» Ordinary Shares, 2,127 «B» Ordinary Shares, 8,332 «C» Ordinary Shares, 96 «F» Ordinary Shares and 15,256 «I» Ordinary Shares, with a par value of EUR 1.25 each), a total number of 127,770 shares (being 127,770 «A» Ordinary Shares, 0 «B» Ordinary Shares, 0 «C» Ordinary Shares, 0 «F» Ordinary Shares and 0 «I» Ordinary Shares) are represented so that:

- (i) shareholders holding more than 50% of the entire issued share capital of the Company;
- (ii) each of Macquarie Shareholder, PM Shareholder and CDPQ Shareholder (each as defined in the Articles of Association of the Company); and
- (iii) shareholders holding more than 75% of the Equity Shares, as defined in the Articles of Association of the Company;

are duly represented at this Meeting in accordance with Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies and the Articles, which consequently is regularly constituted and can validly deliberate and decide on the different items of the agenda.

II. All the shareholders of the Company have been convened by registered letters sent on November 14, 2014.

III. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Amendment of article 31 of the Articles as follows:

“The Company may be dissolved by a decision of the General Meeting of Shareholders voting with the same quorum as for the amendment of these Articles.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the General Meeting of Shareholders. The net liquidation proceeds shall be distributed by the liquidator(s): (i) first, to the holders of «B» Ordinary Shares, *pari passu* and *pro rata* to the number of «B» Ordinary Shares held thereby, but in total amount not exceeding EUR 500,000 and (ii) second, to all shareholders (including holders of «B» Ordinary Shares), *pari passu* and *pro rata* to their shareholding in the Company.”

2. Dissolution of the Company and decision to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire);

3. Appointment of Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l. as liquidator (liquidateur) in relation to the voluntary liquidation of the Company (the Liquidator);

4. Determination of the powers of the Liquidator and determination of the liquidation procedure of the Company;

5. Decision to instruct the Liquidator to realise, on the best possible terms and for the best possible consideration, all the assets of the Company and to pay all the debts of the Company;

6. Decision that the Liquidator will be entitled to a specific compensation;

7. Decision to grant full and complete discharge to the directors of the Company for the performance of their respective mandates; and

8. Miscellaneous.

Thereupon, the appearing parties, represented as stated here above, requests the notary to record that:

First item of the Agenda

The Meeting states that no resolution can be passed on this item as the acquired presence of 50% in the classes of shares B, C, F, and I is not met.

First resolution

The Meeting resolves at the majority indicated below to dissolve and to voluntary put the Company into liquidation (liquidation volontaire).

	FOR (number of votes/%)
«A» Ordinary Shares	100%
Class B, C, F, and I shares are not represented	

Second resolution

The Meeting resolves at the majority indicated below to appoint Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l. as liquidator (the Liquidator) in relation to the voluntary liquidation of the Company. The Liquidator is empowered to do everything which is required for the liquidation of the Company and the disposal of the assets of the Company under his sole signature for the performance of his duties.

	FOR (number of votes/%)
«A» Ordinary Shares	100%
Class B, C, F, and I shares are not represented	

Third resolution

The Meeting resolves at the majority indicated below to confer to the Liquidator the powers laid down in articles 144 et seq. of the Luxembourg act dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), within the timeframe set out by the Company in the convening notices which have been sent to all the shareholders of the Company for the second and the third general meeting of the shareholders in relation to the voluntary liquidation of the Company.

The Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of shareholders of the Company. The Liquidator may, under his sole responsibility, delegate some of his powers, for especially defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Liquidator shall be authorised to make advance payments of the liquidation proceeds (*boni de liquidation*) to the shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

	FOR (number of votes/%)
«A» Ordinary Shares	100%
Class B, C, F, and I shares are not represented	

Fourth resolution

The Meeting resolves at the majority indicated below to instruct the Liquidator to realise, on the best possible terms and for the best possible consideration, all the assets of the Company and to pay all the debts of the Company.

	FOR (number of votes/%)
«A» Ordinary Shares	100%
Class B, C, F, and I shares are not represented	

Fifth resolution

The Meeting resolves at the majority indicated below that the Liquidator will be entitled to a specific compensation.

	FOR (number of votes/%)
«A» Ordinary Shares	100%
Class B, C, F, and I shares are not represented	

Sixth resolution

The Meeting resolves at the majority indicated below to grant full and complete discharge to the directors of the Company for the performance of their respective mandates.

	FOR (number of votes/%)
«A» Ordinary Shares	100%
Class B, C, F, and I shares are not represented	

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le premier décembre, devant Maître Francis Kessler, notaire résidant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché du Luxembourg,

Fut tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de European Directories S.A., une société anonyme organisée sous les lois du Luxembourg, ayant son siège social à 5, Rue Guillaume Kroll, L - 1882 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de/à Luxembourg sous le numéro B108024 (la Société). La Société a été incorporée le 4 Mai 2005, conformément à un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° - 969 du 30 Septembre 2005. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été amendés le 1^{er} Juillet 2009.

L'Assemblée est présidée par David Remy, employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg, qui nomme Luca D'Alessandra, employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg, en qualité de Secrétaire et Xavier Poncelet, employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg, en qualité de Scrutateur (le Président, le/la Secrétaire et le Scrutateur constituant le Bureau de l'Assemblée).

Les actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent est indiqué sur la liste des présences qui restera attachée au présent procès-verbal après avoir été signée par les représentants des actionnaires et les membres du Bureau.

Les mandats des actionnaires représentés à l'Assemblée resteront aussi attachés au présent procès-verbal et signés par toutes les parties.

Le Bureau ayant ainsi été constitué, le Président déclare et demande au notaire d'indiquer que:

I. Il apparaît de la liste de présence ci-jointe préparée et certifiée par le Bureau que du total de 153,581 actions avec une valeur totale de EUR 191,976.25 émises par la Société (dont le nombre comprend 127,770 «A» Actions Ordinaires, 2,127 «B» Actions Ordinaires, 8,332 «C» Actions Ordinaires, 96 «F» Actions Ordinaires and 15,256 «I» Actions Ordinaires, avec une valeur nominale de EUR 1.25 chacune), un nombre total de 127.770 actions (étant 127.770 «A» Actions

Ordinaires, 0 «B» Actions Ordinaires, 0 «C» Actions Ordinaires, 0 «F» Actions Ordinaires and 0 «I» Actions Ordinaires) sont représentées de telle sorte que:

- (iv) les actionnaires détenant plus de 50% du capital social entièrement émis de la Société;
 - (v) chacun des Actionnaire Macquarie, Actionnaire PM et Actionnaire CDPQ (chacun tel que défini dans les Statuts de la Société); and
 - (vi) les associés détenant plus de 75% des Equity Shares, telles que définies dans les Statuts de la Société;
- sont dûment représentés à cette Assemblée conformément à la loi Luxembourgeoise datée du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales et les Statuts, qui est par conséquent régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider sur les différents points de l'ordre du jour.

Tous les actionnaires de la Société ont été conviés par lettres recommandées envoyées le 14 novembre, 2014.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Modification de l'article 31 des Statuts comme suit;

«La Société peut être dissoute par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des Statuts.

Lors de la liquidation de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires. Les produits nets de la liquidation seront distribués par le(s) liquidateur(s): (i) premièrement, aux détenteurs d'Actions Ordinaires «B», pari passu et au pro rata du nombre d'Actions Ordinaires «B» ainsi détenues, mais pour un montant total n'excédant pas EUR [500,000] et (ii) deuxièmement, à tous les actionnaires (incluant les détenteurs d'Actions Ordinaires «B»), pari passu et au pro rata de leur participation dans la Société».

2. Dissolution de la Société et décision volontaire de placer la Société en liquidation (liquidation volontaire);

3. Nomination de Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l. en tant que liquidateur concernant la liquidation volontaire de la Société (le Liquidateur);

4. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et détermination de la procédure de liquidation de la Société;

5. Décision d'instruire le Liquidateur de réaliser, sous les meilleurs termes possibles et pour la meilleure considération possible, tous les biens de la Société et payer toutes les dettes de la Société;

6. Décision que le Liquidateur aura droit à une compensation spécifique;

7. Décision d'accorder entière et complète décharge aux administrateurs de la Société pour la réalisation de leurs mandats respectifs; et

8. Divers.

Sur ce point, les parties comparantes, représentées tel qu'inscrit ci-dessus, demandent au notaire d'enregistrer que:

Premier point de l'ordre du jour

L'Assemblée constate qu'aucune décision ne peut être prise au sujet du premier point de l'ordre du jour, étant donné que la présence requise de 50% dans les classe d'actions B, C, F et I n'est pas atteinte.

Première résolution

L'Assemblée décide à la majorité indiquée ci-dessous de dissoudre et de volontairement placer la Société en liquidation (liquidation volontaire).

	POUR (nombre de votes/%)
Actions Ordinaires «A»	100%
Les actions des catégories B, C, F, et I ne sont pas représentées.	

Deuxième résolution

L'Assemblée décide à la majorité indiquée ci-dessous de nommer Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l. en tant que liquidateur (le Liquidateur) concernant la liquidation volontaire de la Société. Le Liquidateur est habilité à faire tout ce qui est requis pour la liquidation de la Société et la disposition des biens de la Société sous sa seule signature pour la réalisation de ses obligations.

	POUR (nombre de votes/%)
Actions Ordinaires «A»	100%
Les actions des catégories B, C, F, et I ne sont pas représentées.	

Troisième résolution

L'Assemblée décide à la majorité indiquée ci-dessous de conférer au Liquidateur les pouvoirs énoncés aux articles 144 et suivants de la loi Luxembourgeoise datée du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), dans le délai prévu par la Société dans les convocations qui ont été envoyées à tous les actionnaires de la Société pour la seconde et troisième assemblée générale des actionnaires concernant la liquidation volontaire de la Société.

Le Liquidateur a le droit de passer tous les actes et continuer toutes les opérations, incluant celles mentionnées dans l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires de la Société. Le Liquidateur peut, sous sa seule responsabilité, déléguer certains de ses pouvoirs, pour des opérations spécialement définies ou des tâches, à une ou plusieurs personnes ou entités.

Le Liquidateur sera autorisé à faire des avances sur le produit de la liquidation (boni de liquidation) aux actionnaires de la Société, conformément à l'article 148 de la Loi.

	POUR (nombre de votes/%)
Actions Ordinaires «A»	100%
Les actions des catégories B, C, F, et I ne sont pas représentées.	

Quatrième résolution

L'Assemblée décide à la majorité indiquée ci-dessous d'instruire le Liquidateur de réaliser, sous les meilleurs termes possibles et pour la meilleure considération possible, tous les biens de la Société et de payer toutes les dettes de la Société.

	POUR (nombre de votes/%)
Actions Ordinaires «A»	100%
Les actions des catégories B, C, F, et I ne sont pas représentées.	

Cinquième résolution

L'Assemblée décide à la majorité indiquée ci-dessous que le Liquidateur aura droit à une compensation spécifique.

	POUR (nombre de votes/%)
Actions Ordinaires «A»	100%
Les actions des catégories B, C, F, et I ne sont pas représentées.	

Sixième résolution

L'Assemblée décide à la majorité indiquée ci-dessous d'accorder entière et complète décharge aux administrateurs de la Société pour la réalisation de leurs mandats respectifs.

	POUR (nombre de votes/%)
Actions Ordinaires «A»	100%
Les actions des catégories B, C, F, et I ne sont pas représentées.	

Le notaire soussigné qui comprend et parle Anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes le présent acte est rédigé en Anglais suivi d'une version Française. A la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version Anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire des personnes comparantes, le mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire, le présent acte original.

Signé: Remy, D'Alessandra, Poncelet, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 décembre 2014. Relation EAC/2014/16939. Reçu douze euros 12,00€.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015019584/239.

(150022398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

YRI Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.700,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 135.521.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2015.

Référence de publication: 2015020101/10.

(150023920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Catalyst EPF II Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 191.808.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth of December.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

“Catalyst EPF II Lux 1 S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 182.164,

here represented by Mrs Caroline SCULTEUR, maître en droit, with professional address in Howald, Luxembourg, by virtue of a proxy given on 19 December 2014.

The said proxy, signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of “Catalyst EPF II Lux 2 S.à r.l.” (hereinafter the “Company”), a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 191.808, incorporated pursuant to a notarial deed dated 30 October 2014, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the “Mémorial C”) dated 6 December 2014, number 3753, page 180122.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to increase the Company’s share capital by an amount of three hundred Euro (EUR 300.00), so as to raise it from its present amount of twelve thousand six hundred Euro (EUR 12,600.00) up to twelve thousand nine hundred Euro (EUR 12,900.00), by the issue of three hundred (300) redeemable shares (collectively referred as the “New Redeemable Shares”), subdivided into (i) thirty (30) Class A Shares, (ii) thirty (30) Class B Shares, (iii) thirty (30) Class C Shares, (iv) thirty (30) Class D Shares, (v) thirty (30) Class E Shares, (vi) thirty (30) Class F Shares, (vii) thirty (30) Class G Shares, (viii) thirty (30) Class H Shares, (ix) thirty (30) Class I Shares and (x) thirty (30) Class J Shares, each having a par value of one Euro (EUR 1.00).

Each such New Redeemable Shares, having the same rights and obligations as set out in the Company’s articles of incorporation, are paid up by a contribution in cash amounting to twenty-five thousand two hundred Euro (EUR 25,200.00) and allocated to (i) the share capital of the Company for an aggregate amount of three hundred Euro (EUR 300.00) and to (ii) the share premium account for an aggregate amount of twenty-four thousand nine hundred Euro (EUR 24,900.00).

All the New Redeemable Shares are entirely subscribed by Catalyst EPF II Lux 1 S.à r.l., prenamed.

The proof of the existence and of the value of the contribution has been produced to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the above-mentioned resolution, article 5.1 of the articles of incorporation of the Company is amended and now reads as follows:

5. Share capital - Shares. The Company’s share capital is set at twelve thousand nine hundred Euro (EUR 12,900.00) represented by twelve thousand nine hundred (12,900) shares of one Euro (EUR 1.00) each (the “Shares”), divided into (A) twelve thousand and five hundred (12,500) ordinary shares (the “Ordinary Shares”) and (B) four hundred (400) redeemable shares, subdivided into (i) forty (40) class A redeemable shares (the “Class A Shares”), (ii) forty (40) class B redeemable shares (the “Class B Shares”), (iii) forty (40) class C redeemable shares (the “Class C Shares”), (iv) forty (40) class D redeemable shares (the “Class D Shares”), (v) forty (40) class E redeemable shares (the “Class E Shares”), (vi) forty (40) class F redeemable shares (the “Class F Shares”), (vii) forty (40) class G redeemable shares (the “Class G Shares”), (viii) forty (40) class H redeemable shares (the “Class H Shares”), (ix) forty (40) class I redeemable shares (the “Class I Shares”) and (x) forty (40) class J redeemable shares (the “Class J Shares”) and together with the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares, the Class H Shares and the Class I Shares, the “Redeemable Shares”), having such rights and obligations as set out in these Articles. In these Articles, each holder of an Ordinary Share is hereinafter individually referred to as an “Ordinary Shareholder” and each holder of a Redeemable Share is hereinafter individually referred to as a “Redeemable Shareholder”. The Ordinary Shareholder together with the Redeemable Shareholder are hereinafter referred to as the “Shareholder” or the “Shareholders”, if the case may be.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to one thousand five hundred euro.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Grand-duché de Luxembourg.

A comparu:

«Catalyst EPF II Lux 1 S.à r.l.», une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 182.164,

ici représenté par Madame Caroline SCULTEUR, maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 19 décembre 2014.

La procuration signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte, pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de «Catalyst EPF II Lux 2 S.à r.l.» (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 191.808, constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 30 octobre 2014, dont les statuts n'ont pas encore été publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»).

Laquelle partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de trois cents euros (EUR 300,00), de façon à l'accroître de son montant actuel de douze mille six cents euros (EUR 12.600,00) à douze mille neuf cents euros (EUR 12.900,00), par l'émission de trois cents (300) parts sociales remboursables (collectivement désignées comme les «Nouvelles Parts Sociales Remboursables»), subdivisées en (i) trente (30) Parts Sociales de Catégorie A, (ii) trente (30) Parts Sociales de Catégorie B, (iii) trente (30) Parts Sociales de Catégorie C, (iv) trente (30) Parts Sociales de Catégorie D, (v) trente (30) Parts Sociales de Catégorie E, (vi) trente (30) Parts Sociales de Catégorie F, (vii) trente (30) Parts Sociales de Catégorie G, (viii) trente (30) Parts Sociales de Catégorie H, (ix) trente (30) Parts Sociales de Catégorie I et (x) trente (30) Parts Sociales de Catégorie J, chacune ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00).

Chacune de ces Nouvelles Parts Sociales Remboursables, ayant les mêmes droits et obligations tels qu'indiqués dans les statuts de la Société, sont payées par un apport en numéraire d'une valeur de vingt-cinq mille deux cents euros (EUR 25.200,00) et alloué (i) au capital social de la Société pour un montant total de trois cents euros (EUR 300,00) et (ii) au compte de prime d'émission pour un montant de vingt-quatre mille neuf cents euros (EUR 24.900,00).

L'ensemble des Nouvelles Parts Sociales Remboursables est entièrement souscrit par Catalyst EPF II Lux 1 S.à r.l., prénommé.

La preuve du montant total de l'apport a été apportée au notaire instrumentant.

Seconde résolution

A la suite de la résolution ci-dessus, l'article 5.1 des statuts de la Société est modifié et sera désormais rédigé comme suit:

5. Capital social. Le capital social de la Société est de douze mille neuf cents euros (EUR 12.900,00), représenté par douze mille neuf cents (12.900) parts sociales, d'une valeur d'un euro (EUR 1.00) chacune (les «Parts Sociales»), divisées en (A) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires») et (B) quatre cents (400) parts sociales remboursables, subdivisées en (i) quarante (40) parts sociales remboursables de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A»), (ii) quarante (40) parts sociales remboursables de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B»), (iii) quarante (40) parts sociales remboursables de catégorie C (les «Parts Sociales de Catégorie C»), (iv) quarante (40) parts sociales remboursables de catégorie D (les «Parts Sociales de Catégorie D»), (v) quarante (40) parts sociales remboursables de catégorie E (les «Parts Sociales de Catégorie E»), (vi) quarante (40) parts sociales remboursables de catégorie F (les «Parts Sociales de Catégorie F»), (vii) quarante (40) parts sociales remboursables de catégorie G (les «Parts Sociales de Catégorie G»), (viii) quarante (40) parts sociales remboursables de catégorie H (les «Parts Sociales de Catégorie H»), (ix) quarante (40) parts sociales remboursables de catégorie I (les «Parts Sociales de Catégorie I») et (x) quarante (40) parts sociales remboursables de catégorie J (les «Parts Sociales de Catégorie J») et ensemble avec les Parts Sociales de Catégorie A, les Parts Sociales de Catégorie B, les Parts Sociales de Catégorie C, les Parts Sociales de Catégorie

D, les Parts Sociales de Catégorie E, les Parts Sociales de Catégorie F, les Parts Sociales de Catégorie G, les Parts Sociales de Catégorie H et les Parts Sociales de Catégorie I, les «Parts Sociales Remboursables»), ayant les droits et obligations tels que prévus par les Statuts. Dans les présents Statuts, chaque titulaire de Part Sociale Ordinaire est ici individuellement considéré comme un «Associé Ordinaire» et chaque titulaire de Part Sociale Remboursable est ici individuellement considéré comme un «Associé PSR». L'Associé Ordinaire ensemble avec l'Associé PSR sont ici considérés comme l'«Associé» ou les «Associés», selon les cas.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents euros.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentant par ses, nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. SCULTEUR, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 30 décembre 2014. Relation: EAC/2014/18468. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015019488/135.

(150023218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

**Infiana Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. DBAG Investment II S.à r.l.)**

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 186.004.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third of December,
before us Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Infiana Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with a share capital of seventeen million forty-six thousand seven hundred and ten euro (EUR 17,046,710.-) having its registered office at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 185.983,

hereafter referred to as the "Shareholder",

hereby represented by Maître Stephan Weling, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 23 December 2014.

The said proxy shall be annexed to the present deed.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of DBAG Investment II S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) having its registered office at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary on 28 March 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1523 of 13 June 2014 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 186.004 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have not yet been amended.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To create two new classes of shares, namely the "Class A Ordinary Shares" and the "Class B Preferred Shares".

2 To convert the existing twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares into twelve thousand five hundred (12,500) Class A Ordinary Shares.

3 To increase the issued capital of the Company by an amount of eighteen million one hundred twenty-seven thousand euro (EUR 18,127,000.-) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to an amount of eighteen million one hundred thirty-nine thousand five hundred euro (EUR 18,139,500.-).

4 To issue thirteen million four hundred fifteen thousand four hundred (13,415,400) new Class A Ordinary Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, and four million seven hundred eleven thousand six hundred (4,711,600) Class B Preferred Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share.

5 To accept subscription for these new Class A Ordinary Shares and Class B Preferred Shares by the Shareholder, and to accept payment in full of each such new Class A Ordinary Share and Class B Preferred Share by contributions in cash.

6 To change the corporate name of the Company to “Infiana Investment S.à r.l.”.

7 To decide that the current financial year of the Company shall end on 31 December 2014.

8 To decide that, following the current financial year of the Company, the financial year of the Company shall begin on the first day of January and shall end on the last day of December of each year.

9 To amend the last paragraph of article 1, paragraph 1 of article 5 as well as articles 26, 28 and 29 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the foregoing agenda, and to define the respective financial rights of the Class A Ordinary Shares and the Class B Preferred Shares.

10 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to create two new classes of shares, namely the Class A Ordinary Shares and the Class B Preferred Shares.

Second resolution

The Shareholder resolved to convert the existing twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares into twelve thousand five hundred (12,500) Class A Ordinary Shares.

Third resolution

The Shareholder resolved to increase the issued capital of the Company by an amount of eighteen million one hundred twenty-seven thousand euro (EUR 18,127,000.-) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to an amount of eighteen million one hundred thirty-nine thousand five hundred euro (EUR 18,139,500.-).

Fourth resolution

The Shareholder resolved to issue thirteen million four hundred fifteen thousand four hundred (13,415,400) new Class A Ordinary Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, and four million seven hundred eleven thousand six hundred (4,711,600) Class B Preferred Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share.

Subscription - Payment

Thereupon appeared the Shareholder represented by the above mentioned proxy.

The Shareholder declared to subscribe for thirteen million four hundred fifteen thousand four hundred (13,415,400) new Class A Ordinary Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, and four million seven hundred eleven thousand six hundred (4,711,600) Class B Preferred Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share and to fully pay in cash for these shares.

The amount of eighteen million one hundred twenty-seven thousand euro (EUR 18,127,000.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Fifth resolution

The Shareholder resolved to accept the above subscriptions and payments, and to allot the new shares to the subscriber as stated above, and resolved to acknowledge the effectiveness of the share capital increase.

Sixth resolution

The Shareholder resolved to accept the change of the corporate name to “Infiana Investment S.à r.l.”.

Seventh resolution

The Shareholders resolved to decide that the current financial year of the Company shall end on 31 December 2014.

Eighth resolution

The Shareholders resolved that, following the current financial year of the Company, the financial year of the Company shall begin on the first day of January and shall end on the last day of December of each year.

Ninth resolution

In view of the above, the Shareholder resolved to amend the last paragraph of article 1, paragraph 1 of article 5 as well as articles 26, 28 and 29 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the foregoing resolutions, and to define the respective financial rights of the Class A Ordinary Shares and the Class B Preferred Shares.

As a result, the last paragraph of article 1 shall from now on read as follows:

“ **Art. 1. Form, Name.** The Company will exist under the name of “Infiana Investment S.à r.l.”.

As a result, paragraph 1 of article 5 shall from now on read as follows:

“ **Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at eighteen million one hundred thirtynine thousand five hundred euro (EUR 18,139,500.-) divided into thirteen million four hundred twenty-seven thousand nine hundred (13,427,900) Class A Ordinary Shares and four million seven hundred eleven thousand six hundred (4,711,600) Class B Preferred Shares, all with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.”

As a result, article 26 shall from now on read as follows:

“ **Art. 26. Financial year.** The Company’s financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.”

As a result, article 28 shall from now on read as follows:

“ **Art. 28. Distribution of Profits.** From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the “Legal Reserve”). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s).

In respect of each distribution of dividends, the amount allocated to this effect shall be distributed as follows:

(i) first, the Class B Preferred Shares shall entitle, on a pro rata basis, to a preferred cumulative dividend in an amount corresponding to the sum of (i) eight percent (8%) per annum of the aggregate subscription price for the Class B Preferred Shares, and (ii) the amount of three million nine hundred twenty thousand euro (EUR 3,920,000.-) per annum reduced by the amount of any interest paid by the Company under debt instruments issued to the holders of Class B Preferred Shares; and

(ii) Second, the Class A Ordinary Shares shall entitle to any remaining dividend which shall be allocated pro rata among the Class A Ordinary Shares.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.”

As a result, article 29 shall from now read as follows:

“ **Art. 29. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

In case of liquidation, all assets and cash of the Company shall be applied in the following order of priority:

(i) first, the creditors (whether by payment or the making of reasonable provision for payment thereof) for all the Company’s debts and liabilities;

(ii) second, to the holders of Class B Preferred Shares for the repayment of the nominal value of their Class B Preferred Shares and for an amount corresponding (and in no case exceeding) to the entitlement of these Class B Preferred Shares to preferred dividends in accordance with Article 28, third paragraph, above, on a pro rata basis;

(iii) third, to the holders of Class A Ordinary Shares for the repayment of the nominal value of their Class A Ordinary Shares and for an amount corresponding to the remaining assets and cash to be distributed, on a pro rata basis.”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at five thousand nine hundred euro (EUR 5,900.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes

Im Jahre zweitausendvierzehn, am dreiundzwanzigsten Tag des Monats Dezember,
vor dem unterzeichnenden Notar, Maître Marc Loesch, mit Amtssitz in Bad-Mondorf, (Großherzogtum Luxemburg),
ist erschienen:

DBAG Holding II S.à r.l, eine nach dem luxemburgischen Recht gegründete Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit einem Gesellschaftskapital von siebzehn Millionen sechszehntausendsebenhundertzehn Euro (EUR 17.046.710,-) und Sitz in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxemburg-Findel, Großherzogtum Luxemburg, und eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter Nummer B 185.983,

hiernach der „Gesellschafter“ genannt,

hier vertreten durch Maître Stephan Weling, mit beruflicher Anschrift in Luxemburg,

kraft einer am 23. Dezember 2014 privatschriftlichen erteilten Vollmacht.

Die vorgenannte Vollmacht bleibt dieser Urkunde zum Zwecke der Eintragung dauerhaft beigefügt.

Der Gesellschafter hat den unterzeichnenden Notar gebeten anzugeben, dass er der alleinige Gesellschafter von DBAG Investment II S.à r.l. ist, einer nach dem luxemburgischen Recht gegründeten Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit einem Gesellschaftskapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) und Sitz in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Großherzogtum Luxemburg, gegründet gemäß einer Urkunde des unterzeichnenden Notars vom 28. März 2014, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations unter Nummer 1523 vom 13. Juni 2014 und eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter Nummer B 186.004 (die „Gesellschaft“). Die Satzung der Gesellschaft wurde noch nicht abgeändert.

Der Gesellschafter, vertreten wie oben dargestellt, erklärte über die Beschlüsse ausführlich informiert zu sein, welche auf Basis der folgenden Tagesordnung zu fassen sind:

Tagesordnung

1. Schaffung von zwei neuen Anteilklassen, namentlich die „Stammanteile der Klasse A“ und die „Vorzugsanteile der Klasse B“.
2. Umwandlung der existierenden zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteile in zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteile der Klasse A.
3. Erhöhung des ausgegebenen Gesellschaftskapitals um einen Betrag von achtzehn Millionen einhundertsebenundzwanzigtausend Euro (EUR 18.127.000,-), um das bestehende Kapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) auf achtzehn Millionen einhundertneunddreißigtausendfünfhundert Euro (EUR 18.139.500,-) zu erhöhen.
4. Schaffung von dreizehn Millionen vierhundertfünfehtausendvierhundert (13.415.400) Stammanteilen der Klasse A, und von vier Millionen siebenhundertelftausendsechshundert (4.711.600) Vorzugsanteilen der Klasse B, mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-) pro Anteil.
5. Zustimmung zur Zeichnung dieser neuen Stammanteile der Klasse A und dieser neuen Vorzugsanteile der Klasse B durch den Gesellschafter, und Zustimmung zur vollständigen Zahlung dieser neuen Anteile in bar.
6. Änderung der Firma der Gesellschaft in „Infiana Investment S.à r.l.“.
7. Beendigung des diesjährigen Geschäftsjahres der Gesellschaft zum 31. Dezember 2014.
8. Änderung des Geschäftsjahres der Gesellschaft welches, ab dem folgenden Geschäftsjahr, am ersten Januar eines jeden Jahres beginnen soll, und am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres enden soll.
9. Neufassung des letzten Absatzes von Artikel 1, des ersten Absatzes von Artikel 5 sowie von Artikel 26, Artikel 28 und Artikel 29 der Satzung, um die oben genannten Beschlüsse abzubilden und die jeweiligen finanziellen Rechte der Stammanteile der Klasse A und der Vorzugsanteile der Klasse B festzulegen.
10. Verschiedenes.

und forderte daraufhin den unterzeichnenden Notar auf, die folgenden Beschlüsse festzuhalten:

Erster Beschluss

Der Gesellschafter beschloss, zwei neue Anteilklassen, namentlich die „Stammanteile der Klasse A“ und die „Vorzugsanteile der Klasse B“, zu schaffen.

Zweiter Beschluss

Der Gesellschafter beschloss, die existierenden zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteile in zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteile der Klasse A umzuwandeln.

Dritter Beschluss

Der Gesellschafter beschloss, das ausgegebene Gesellschaftskapital um einen Betrag von achtzehn Millionen einhundertsebenundzwanzigtausend Euro (EUR 18.127.000,-) zu erhöhen, um das bestehende Kapital von zwölftausendfünf-

hundert Euro (EUR 12.500,-) auf achtzehn Millionen einhundertneununddreißigtausendfünfhundert Euro (EUR 18.139.500,-) zu erhöhen.

Vierter Beschluss

Der Gesellschafter beschloss, dreizehn Millionen vierhundertfünfzehntausendvierhundert (13.415.400) Stammanteile der Klasse A, und vier Millionen siebenhundertelftausendsechshundert (4.711.600) Vorzugsanteile der Klasse B, mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-) pro Anteil auszugeben.

Zeichnung - Einzahlung

Daraufhin erschien der Gesellschafter gemäß der oben genannten Vertretungsmacht.

Der Gesellschafter erklärte die Zeichnung von dreizehn Millionen vierhundertfünfzehntausendvierhundert (13.415.400) Stammanteile der Klasse A, und vier Millionen siebenhundertelftausendsechshundert (4.711.600) Vorzugsanteile der Klasse B, mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-) pro Anteil und die vollständige Zahlung dieser neuen Anteile in bar.

Der Betrag von achtzehn Millionen einhundertsebenundzwanzigtausend Euro (EUR 18.127.000,-) stand ab diesem Zeitpunkt der Gesellschaft zur Verfügung, und der unterzeichnende Notar hat die notwendigen Dokumente dies belegend erhalten.

Fünfter Beschluss

Der Gesellschafter erkennt die Zeichnung dieser neuen Anteile an, nimmt die vollständige Zahlung dieser neuen Anteile in bar an, und beschließt die neuen Anteile wie oben dargestellt an den Gesellschafter auszugeben.

Sechster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, die Firma der Gesellschaft in „Infiana Investment S.à r.l.“ zu ändern.

Siebter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen die Beendigung des aktuellen Geschäftsjahres zum 31. Dezember 2104.

Achter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, das Geschäftsjahr der Gesellschaft welches, ab dem folgenden Geschäftsjahr, am ersten Tag des Monats Januar eines jeden Jahres beginnen soll, und am letzten Tag des Monats Dezember eines jeden Jahres enden soll, abzuändern.

Neunter Beschluss

In Anbetracht der obigen Beschlüsse beschließt der Gesellschafter den letzten Absatz von Artikel 1 der Satzung der Gesellschaft, den ersten Absatz von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft, sowie den Artikel 26, den Artikel 28 sowie den Artikel 29 der Satzung der Gesellschaft abzuändern und neu zu verfassen, um diese Beschlüsse widerzuspiegeln und die jeweiligen finanziellen Rechte der Stammanteile der Klasse A und der Vorzugsanteile der Klasse B festzulegen.

„ **Art. 1. Form, Name.** Die Gesellschaft wird unter dem Namen „Infiana Investment S.à r.l.“ firmieren.“

Der erste Absatz von Artikel 5 der Satzung wird wie folgt abgeändert:

„ **Art. 5. Ausgegebenes Gesellschaftskapital.** Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft beträgt achtzehn Millionen einhundertneununddreißigtausendfünfhundert Euro (EUR 18.139.500,-) und ist in dreizehn Millionen einhundertneununddreißigtausendfünfhundert (13.427.900) Stammanteile der Klasse A, und in vier Millionen siebenhundertelftausendsechshundert (4.711.600) Vorzugsanteile der Klasse B mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-) aufgeteilt. Alle Anteile sind vollständig eingezahlt.“

Artikel 26 der Satzung wird wie folgt abgeändert:

„ **Art. 26. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.“

Der Artikel 28 der Satzung wird wie folgt neu verfasst:

„ **Art. 28. Gewinnverteilung.** Von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgesehenen Rücklage zugewiesen (die „Rücklage“). Diese Verpflichtung entfällt, sobald und solange diese Rücklage die Höhe von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht.

Nach der Zuweisung zur gesetzlichen Rücklage bestimmen die Gesellschafter, wie der verbleibende jährliche Reingewinn verteilt werden soll, indem sie diesen vollständig oder teilweise einer Rücklage zuweisen, auf das nächste Geschäftsjahr vortragen oder, zusammen mit vorgetragenen Gewinnen, ausschüttbaren Rücklagen oder Ausgabepremien an die Gesellschafter ausschütten.

Die für die Ausschüttung der Dividenden vorgesehene Summe wird wie folgt aufgeteilt

(i) Zuerst vermitteln die Vorzugsanteile der Klasse B, auf einer pro-rata Basis, Anrecht auf eine kumulative Dividende in Höhe der Summe von (i) acht Prozent (8%) pro Jahr bezogen auf den Gesamtwert der Vorzugsanteile der Klasse B,

und (ii) des Betrages von drei Millionen neunhundertzwanzigtausend Euro (EUR 3.920.000,-) pro Jahr, wovon jegliche Zinsen, die die Gesellschaft unter jeglichen Schuldinstrumenten welche an die Halter von Klasse B Vorzugsanteilen ausgeben wurden, gezahlt hat, abgezogen werden; und

(ii) Danach vermitteln die Stammanteile der Klasse A Anrecht auf jegliche restlichen Dividenden, welche im pro rata Verhältnis zwischen den Stammanteilen der Klasse A verteilt werden.

Vorbehaltlich der (gegebenenfalls) gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen und unter Berücksichtigung der vorstehenden Bestimmungen können die Geschäftsführer eine Abschlagsdividende an die Gesellschafter auszahlen. Die Geschäftsführer legen die Summe und das Datum einer solchen Abschlagszahlung fest.“

Artikel 29 der Satzung wird wie folgt neu verfasst:

„ **Art. 29. Auflösung, Liquidation.** Die Gesellschaft kann durch einen Entschluss der (des) Gesellschafter(s) aufgelöst werden, der durch die Hälfte der Gesellschafter gefasst wird, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, so wird die Liquidation durch die (den) Geschäftsführer oder andere (natürliche oder juristische) Personen durchgeführt, deren Befugnisse und Vergütung von den (dem) Gesellschafter(n) bestimmt werden.

Im Falle einer Liquidation werden alle Aktiva sowie die Barbestände der Gesellschaft in folgender Rangordnung ausgeschüttet:

(i) zuerst, an die Gläubiger (durch Rückzahlung beziehungsweise durch angemessene Rückstellung zwecks Rückzahlung) für alle Schulden und Passiva der Gesellschaft;

(ii) dann, an die Gesellschafter, welche Vorzugsanteile der Klasse B halten, als Rückzahlung in Höhe des Nennwertes dieser Vorzugsanteile der Klasse B, erhöht durch einen Betrag, der dem Wert des Anspruchs dieser Anteile auf die in den in Artikel 28, Paragraph 3, erwähnten Vorzugsdividenden entspricht, und auf keinen Fall höher als dieser ist, pro rata;

(iii) dann, an die Gesellschafter, welche Stammanteile der Klasse A halten, als Rückzahlung in Höhe des Nennwertes dieser Stammanteile der Klasse A, erhöht durch einen Betrag, der den verbleibenden auszuschüttenden Aktiva und Barbeständen entspricht.“

Schätzung der kosten

Die Kosten, Auslagen, Aufwendungen und Honorare jeglicher Art, welche der Gesellschaft auf Grund dieser Urkunde entstehen, werden auf fünftausendneuhundert Euro (EUR 5.900,-) geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen Sprache mächtig ist, erklärte hierbei, dass auf Anfrage der obigen genannten Person das vorliegende Dokument in englischer und deutscher Sprache verfasst wurde; auf Anfrage derselben Person und im Falle verschiedener Auslegungen zwischen dem englischen und deutschen Text soll der englische Text Vorrang haben.

Worüber Urkunde, Aufgenommen wurde die Urkunde zu Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Nachdem das Dokument der dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten erschienenen Partei vorgelesen worden ist, hat dieselbe vorliegende Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet.

Signé: S. Weling, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 6 janvier 2015. GAC/2015/143. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 3 février 2015.

Référence de publication: 2015019559/284.

(150023227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Boisclair S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 122.433.

Les comptes annuels au 30 novembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A-M. Grieder / F. Bracke

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015020866/11.

(150024129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Fernbach Financial Software S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 70.830.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021025/9.

(150024218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Access Self-Storage Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 64.741.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015020801/10.

(150024181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Investimer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 154.108.

L'an deux mille quinze, le douze janvier.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

La société anonyme «P.H. INVEST S.A.», ayant son siège social à L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 48.411,

ici représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Marie WEBER, employé privé, demeurant professionnellement à Bascharage, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 8 janvier 2015,

laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci,

détentrices de cent (100) parts sociales.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-dessus, agissant en sa qualité de seule associée de la société à responsabilité limitée "INVESTIMER S. à r.l." (numéro d'identité 2010 24 21 923), avec siège social à L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 154.108, constituée suivant acte reçu par le notaire Carlo WERSANDT, de résidence à Luxembourg, en date du 1^{er} juillet 2010, publié au Mémorial C, numéro 1674 du 17 août 2010,

a requis le notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de modifier l'article 2 des statuts, relatif à l'objet social, pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2.** La Société a pour objet l'achat, la vente, l'affrètement, le frètement et la gestion de navires de mer, ainsi que les opérations financières et commerciales s'y rattachant directement ou indirectement.

La Société a également pour objet l'acquisition, la détention, la gestion, la mise en valeur, la location et la vente, pour son propre compte, de tous biens immobiliers situés tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La Société pourra en outre acquérir et vendre tous types d'objets de collection.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.»

Deuxième résolution

L'associée unique décide de nommer en qualité de gérant, pour une durée indéterminée, Monsieur Pierrick HAAN, dirigeant d'entreprises, né à Alger (Algérie) le 12 juillet 1956, demeurant à F-54000 Nancy, 32, rue de la Ravinelle.

Par conséquent, les deux gérants de la société sont actuellement Madame Mylène HAAN et Monsieur Pierrick HAAN. La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.

Troisième résolution

L'associée unique constate que son siège social est désormais à L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à environ mille euros (€ 1.000.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J-M. WEBER, A. WEBER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 16 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/1299. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande.

Bascharage, le 4 février 2015.

Référence de publication: 2015018944/54.

(150023170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

B&More, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4831 Rodange, 259, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 194.254.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt janvier.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

Madame Nathalie DOS SANTOS BENTO, employée de l'Etat, née à Differdange, le 16 août 1974, demeurant à 259 route de Longwy, L-4831 Rodange (matr. 1974 08 16 201 87),

Laquelle comparante a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle va constituer.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "B&MORE".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Rodange. Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La société a pour objet la sélection, la promotion, l'exploitation et l'organisation d'événements et de concours de beauté, la production et la diffusion de programmes généralement quelconques consacrés auxdits événements et concours, la gestion des participants à de tels événements et concours, et toutes activités liées, notamment la commercialisation des droits de diffusion des programmes et des exploitations secondaires et dérivées issus de ces événements, concours et programmes, l'exploitation de licences, de droits d'utilisation et de tous droits accessoires dans l'intérêt de cet objet social.

Elle peut en outre exercer tout autre commerce quelconque pourvu que celui-ci ne soit pas spécialement réglementé et à condition que l'assemblée générale ait préalablement donné son accord.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

La société pourra effectuer toutes activités et opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières ou autres se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500.-), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune.

Art. 6. Les parts sociales ne sont cessibles entre vifs à des tiers non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 7. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 8. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 9. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 11. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Art. 12. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 13. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 14. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Art. 15. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 17. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Art. 18. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites intégralement par Madame Nathalie DOS SANTO BENTO, la comparante.

Les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice prend cours le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à deux mille euros (EUR 2.000.-).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite, la comparante représentant l'intégralité du capital social, a pris les décisions suivantes:

1) Est nommée gérante unique pour une durée indéterminée: Madame Nathalie DOS SANTOS BENTO, employée de l'Etat, née le 16 août 1974 à Differdange, demeurant à 259 route de Longwy, L-4831 Rodange.

Vis-à-vis des tiers la société est valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature de la gérante unique.

2) Le siège social est fixé à 259 route de Longwy, L-4831 Rodange.

La comparante déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et agir pour son propre compte et certifie que les fonds servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livrera pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Le notaire instrumentant a rendu attentifs la comparante au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par la comparante.

DONT ACTE, fait et passé à Ettelbruck en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Nathalie DOS SANTOS BENTO, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, Le 21 janvier 2015. Relation: DAC/2015/1145. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 5 février 2015.

Référence de publication: 2015019440/124.

(150024083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Panattoni Western Fund S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 37, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 156.789.

En date du 16 janvier 2015, Catherine Delsemme, gérant de la Société, a changé d'adresse qui est désormais la suivante:

Catherine Delsemme

37 rue Glesener

L-1631 Luxembourg

Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Catherine Delsemme.

Référence de publication: 2015019120/13.

(150022876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Unden S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 87.601.

Extrait des décisions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenu au siège social en date du 3 février 2015

Le Conseil d'Administration, conformément à la loi du 28 juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, publiée au Mémorial A no 161 du 14 août 2014, décide de nommer, comme agent dépositaire, la société ACCOUNTIS S.à r.l., ayant son siège social au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B60 219.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

UNDEN S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015019322/17.

(150022706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 161.541.

Santasalo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 194.320.

In the year two thousand and fifteen, on the fourteenth day of January.

Before Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the members (the "Members") of the company "Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office (siège social) at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, incorporated pursuant a deed of the undersigned notary on June 9th, 2011, published at the Memorial C n° 2050 on September 3rd, 2011, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 161.541 (the "Company").

The Meeting was presided by Maître Carmine REHO, lawyer, residing professionally in Luxembourg (the "Chairman"). The Chairman appointed as Secretary Maître Delia NITESCU, lawyer, residing professionally in Luxembourg. The Meeting elected as Scrutineer Maître Emma MASSICARD, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the Meeting then drew up the attendance list, which, after having been signed *in varietur* by the holder of the powers of attorney representing the Members will remain attached to the present minutes together with said powers of attorney to be submitted together to the registration authorities.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I- The agenda of the Meeting is the following:

1. Approval of the demerger plan of the Company dated 10 December 2014 and published with the Memorial C n° 3867 on December 13, 2014 (the "Demerger Plan") whereby the Company, without dissolution, will transfer part of its assets and liabilities (the "Transferred Assets") to a new Luxembourg company to be incorporated under the legal form of a private limited liability company and to be named Santasalo S.à r.l. ("Santasalo");

2. Approval of the incorporation of Santasalo and particularly (i) to fix its registered office at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, (ii) to establish its articles of association, corporate capital, duration and corporate object (iii) to establish the provisions related to its management and supervision, the rights of its unitholders and the unitholders meetings, its financial year, distribution, liquidation and appointment of the members of its board of managers and (iv) to approve the subscription of and payment up of 3,297,788 corporate units in Santasalo together with a share premium amounting to EUR 40,611,712 in aggregate representing the Transferred Assets by the current unitholders of the Company in proportion to their participation in the Company;

3. Decrease of the corporate capital of the Company by an amount of EUR 3,297,788 consisting of the Transferred Asset and with EUR 144,757,307.26 to be allocated to the share premium account of the Company so to bring the corporate capital of the Company from its present amount of EUR 8,496,686 to an amount of EUR 5,198,898 and subsequent cancellation of 3,297,788 corporate units in the Company;

4. Amendment of article 5 of the articles of association of the Company to reflect the decrease of the corporate capital of the Company under item 3 of the present Agenda;

5. Granting of authorization to any one manager of the Company to carry out any necessary action in relation to the resolutions to be taken on the basis of the present agenda including but not limited to the amendment of the unitholders' register of the Company; and

6. Any other business.

II- It appears from the attendance list that the entire corporate capital of the Company is represented at the present Meeting. The entire corporate capital is represented at the Meeting and the unitholders themselves waive the right for the Meeting to be duly convened and declare themselves to have perfect knowledge of the agenda which has been made available before the Meeting. Subsequently, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda

III- It appears from the Demerger Plan that immediately prior to the proposed demerger, the Company holds 100 % of the corporate capital of CB INDUSTRIAL GEARS OY, a private limited liability company incorporated in Finland with business identification code 2646194-8 with its business address at Vesangantie, 1, 40101, Jyvaskyla, Finland representing the Transferred Assets;

IV It appears from the Demerger Plan that in accordance with article 295 of the Luxembourg company law dated 1915 on commercial companies, the unitholders of the Company were entitled to inspect at the registered office of the Company the Demerger Plan and the annual accounts of the Company for the last three financial years respectively ended on 31 December 2011, 2012 and 2013 for at least one month period prior to the date hereof.

V It further appears from the Demerger Plan that for accounting purposes, the contribution of the Transferred Asset to Santasalo will be deemed to be effective and the activities related to the Transferred Assets will be considered to have been undertaken by Santasalo as at the date hereof and the demerger will become effective towards third parties on the day of the publication in the Luxembourg Official Gazette, Mémorial C of the present deed.

VI Finally the existing intercompany loans granted by the Company to its direct or indirect subsidiaries shall be assigned immediately prior to the proposed demerger and the existing loans owed by the Company to certain underlying investors of the co-invest vehicles holding shares in the Company, shall be partially transferred and assigned to Santasalo by executing the present demerger deed as detailed in the Demerger Plan.

The Members of the Company moved to the following resolutions unanimously:

First resolution

The Members of the Company resolved to approve the Demerger Plan whereby the Company, without dissolution, will transfer the Transferred Assets to Santasalo S.à r.l.

Second resolution

The Members of the Company resolved to approve the constitution of Santasalo S.à r.l. and particularly (i) to fix its registered office at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg (ii) to establish its articles of association (iii) to approve the subscription of and payment up of 3,297,788 corporate units in Santasalo together with a share premium amounting to EUR 40,611,712 in aggregate representing the Transferred Assets by the current unitholders of the Company in proportion to their participation in the Company and (iv) to appoint Mr James Allan Mc Coll, Mrs Shauna Powell, Mrs Samia Rabia, Mr Francois Brouxel and Mr Pierre Metzler as managers of Santasalo for a period ending at the ordinary general meeting of Santasalo resolving to approve its annual accounts as at 31 December 2015.

The Members of the Company further resolved that the articles of association of Santasalo will be as follows:

Title I. Form - Name - Duration - Registered office - Corporate Object

Art. 1. There is hereby formed a private limited liability company, "société à responsabilité limitée", under the name of Santasalo S.à r.l. (hereinafter the "Company") which will be governed by Luxembourg laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (the "Law") and by the present articles of association.

Art. 2. The Company is established for an unlimited period.

Art. 3. The registered office of the Company is established in the Municipality of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members and to any other place in Luxembourg- City by means of a resolution of the board of managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

If political, economical or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, as determined by the management of the Company, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office will remain a Luxembourg Company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 4. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, the holding of units in Luxembourg or foreign property unit trusts, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, units, bonds and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may borrow and proceed to the issue of bonds, preferred equity certificates, loan notes and debentures, convertible or non-convertible, within the limits of the Law. The Company may grant any assistance, loan, advance, or guarantee to or in favor of the companies, trusts or enterprises in which it has a direct or indirect participating interest, or to companies being part of the same group of companies as the Company.

As an object of the Company and as a pursuit in itself or otherwise, and whether for the purpose of making a profit or avoiding a loss or for any other purpose whatsoever, either with or without the Company receiving any consideration or benefit, to engage in currency and interest rate transactions and any other financial or other transactions of whatever nature, including any transaction for the purposes of, or capable of being for the purposes of, avoiding, reducing, minimizing, hedging against or otherwise managing the risk of any loss, cost, expense or liability arising, or which may arise, directly or indirectly, from a change or changes in any interest rate or currency exchange rate or in the price or value of any property, asset, commodity, index or liability or from any other risk or factor affecting the Company's business, including but not limited to dealings, whether involving purchases, sales or otherwise, in currency, spot and forward exchange rate contracts, forward rate agreements, caps, floors and collars, futures, options, swaps, and any other currency interest rate and other hedging arrangements and such other instruments as are similar to, or derivatives of, any of the foregoing.

The Company may carry on all of the said businesses or any one or more of them as a distinct or separate business or as the principal business of the Company, to carry on any other business manufacturing or otherwise which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the above or any one of the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render more profitable any of the Company's property or rights.

The Company may in addition establish, manage, develop, dispose and grant licenses of a portfolio of intellectual properties rights of whatever origin, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option intellectual properties rights, to realize them by way of sale, transfer, exchange, license or otherwise, and to grant to companies in which the Company has a participation and/or affiliates, any assistance, loans, advances, licenses or guarantees.

The Company may act as manager, consultant, supervisor and agent of other companies or undertakings, and to provide for such companies or undertakings, managerial, advisory, technical, purchasing, selling and other services, and to enter into such agreements as are necessary or advisable in connection with the foregoing.

In general, the company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Title II. Capital - Units

Art. 5. Corporate Capital. The subscribed corporate capital is set at EUR 3,297,788, divided into 3,297,788 corporate units with a nominal value of EUR 1, divided into:

- 67,159 class A1 corporate units;
- 345,063 class A2 corporate units;
- 67,159 class B1 corporate units;
- 345,063 class B2 corporate units;
- 67,159 class C1 corporate units;
- 345,063 class C2 corporate units;
- 67,159 class D1 corporate units;
- 345,063 class D2 corporate units;
- 67,159 class E1 corporate units;
- 345,063 class E2 corporate units;
- 67,159 class F1 corporate units;
- 345,063 class F2 corporate units;
- 67,159 class G1 corporate units;
- 345,063 class G2 corporate units;
- 67,165 class H1 corporate units;
- 345,069 class H2 corporate units;
- nil class I1 corporate units;
- nil class I2 corporate units;
- nil class J1 corporate units; and
- nil class J2 corporate units

each Corporate Unit having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) and with such rights and obligations as set out in the present articles of association.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Unitholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association. In the case of a capital increase or reduction, the Corporate Units shall be issued to each holder of Corporate Units or otherwise reduce the holdings of each holder of Corporate Units only on a proportionate basis.

The authorized capital is fixed at five million Euros (EUR 5,000,000-) to be divided into corporate units with a par value One Euro (EUR 1.-) each.

The board of managers is authorized and empowered during a period ending 5 years after the publication date of the amended and restated articles of association in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, to realize any increase of the capital within the limits of the authorized capital in one or several times. In such case the Corporate Units shall be issued to each holder of Corporate Units only on a proportionate basis.

Such increased amount of capital may be subscribed for and issued under the terms and conditions as the manager(s) may determine, more specifically in respect to the subscription and payment of the Corporate Units to be subscribed and issued, such as to determine the time and the number of the Corporate Units to be subscribed and issued, to determine if the Corporate Units are to be subscribed with or without an issue premium (which for avoidance of doubt has to be allocated on a pro-rata basis to each alphabetical class of Corporate Units), to determine to what an extent the payment of the newly subscribed Corporate Units is acceptable either on cash or assets other than cash.

The board of managers may delegate to any duly authorized manager or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Corporate Units representing part or all of such increased amounts of capital.

Following each increase of the capital realized and duly stated in the form provided for by law, the first paragraph of this article will be modified so as to reflect the actual increase; such amendment will be recorded in authentic form by the manager(s) or by any person duly authorized and empowered by it for this purpose.

In case the Company proposes to increase its capital by issuing new Corporate Units (the "Pre-emptive Units"), each Unitholder (as of the date of dispatch for the relevant Pre-emptive Notice, as defined below) shall have the right (the "Pre-emptive Right") to subscribe for an amount of each class of such new Corporate Units equal to such Unitholder's pro rata percentage (as of the date of dispatch for the relevant Pre-emptive Notice) of Corporate Units (as if the Corporate Units constituted one and the same class). The Pre-emptive Right shall be exercisable by each such Unitholder for the same price per new Corporate Unit and upon the same terms and conditions as per the Pre-emptive Units to be issued.

In connection with each issuance giving rise to the Pre-emptive Right, the Company shall deliver a written notice by registered mail to each Unitholder of the Company (a "Pre-emptive Notice"), specifying the price to be paid for the new units being issued, the number and class of new units for which the applicable Unitholder is entitled to subscribe pursuant to the previous paragraph above and the manner of payment for such new units. The Preemptive Notice shall be opened for acceptance for no fewer than ten (10) business days (the "Exercise Notice") following the date of dispatch thereof. Any acceptance of the offer set forth in the Pre-emptive Notice must be made by the applicable Unitholder in writing by indicating the maximum number of new units such Unitholder is willing to subscribe for, including in the case where other Unitholder(s) waive(s) his/their preferential subscription right (the "Offer Acceptance").

In the event that one or more Unitholders decline to accept the offer set forth in the Pre-emptive Notice, any residual new units which would have been allocated to such declining Unitholders had they elected to participate shall instead be offered to each accepting Unitholder on the basis of his respective pro rata participation in the pre-emptive issuance subject in each case to such accepting Unitholder's written consent to such reallocation of residual new units in the Offer Acceptance until all such residual new units have been so reallocated or such accepting Unitholders have declined further reallocations. At the expiration of the exercise period set forth under the Exercise Notice, the Company shall send a notice to each Unitholder having sent an Offer Acceptance to the Company indicating the exact number of new units to be subscribed by such Unitholder, the date of issuance of such new units and the amount, date of payment and other necessary details for the payment of the subscription price of such new units by such Unitholder.

The subscribed corporate capital may be changed at any time by decision of the single member or, as the case may be, by decision of the meeting of the members deliberating in the same manner provided for amendments to these articles of association.

The corporate capital of the Company may be reduced through a pro rata cancellation of Corporate Units of each holder including by the cancellation of one or more entire class of Corporate Units through the repurchase and cancellation of all the Corporate Units in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of any class of Corporate Units such cancellations and repurchases of Corporate Units shall be made in the reverse alphabetical order (starting with class J2 and J1 together).

In the event of a reduction of corporate capital through the repurchase and the cancellation of a class of Corporate Units (in the order provided in the above paragraph), such class of Corporate Units gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of Unitholders) and the holders of Corporate Units of the repurchased

and cancelled class of Corporate Units shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Corporate Unit for each Corporate Unit of the relevant class held by them and cancelled.

The Cancellation Value per Corporate Unit shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Corporate Units in issue in the class of Corporate Units to be repurchased and cancelled.

The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the Board of Managers and approved by the General Meeting on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the class J2, J1, I2, I1, H2, H1, G2, G1, F2, F1, E2, E1, D2, D1, C2, C1, B2, B1, A2 and A1 shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the General Meeting of Unitholders in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Upon the repurchase and cancellation of the Corporate Units of the relevant class, the Cancellation Value Corporate Unit will become due and payable by the Company.

For the purpose of this clause:

Available Amount means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) minus any allocation made under article 16 of the articles of association to a particular class of Corporate Units, increased by (i) any freely distributable reserves and increased by (ii) as the case may be the amount of the corporate capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Corporate Units to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP+P+CR)-(L+LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves

CR = the amount of the corporate capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Corporate Units to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles:

- Interim Accounts means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date; and
- Interim Account Date means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Corporate Units.

Where the Company makes an allocation of Available Amount, the Unitholders shall receive this allocation, in the following priority order:

(i) first, each class of Corporate Units shall receive a percentage of the nominal value of the respective class of Corporate Units in decreasing order, namely 0.60 % for classes A1 and A2; 0.55% for classes B1 and B2; 0.50% for classes C1 and C2; 0.45% for classes D1 and D2; 0.40% for classes E1 and E2; 0.35% for classes F1 and F2; 0.30% for classes G1 and G2; 0.25% for classes H1 and H2; 0.20% for classes I1 and I2 and 0.15% for classes J1 and J2, respectively;

(ii) second, in respect of the class A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 an annual amount equal to 10% of their subscription price including any related premium, if any (the "Return"); the Return is to be compounded from the subscription date, shall accrue daily and shall be calculated assuming a 365 day year; where the Available Amount is not sufficient to enable the allocation of the Return, such shortfall in the allocation of the Return shall continue to accrue interest at 10% in respect of the period from the issue date up to (and including) the date of actual payment which interest shall be compounded annually for each subsequent calendar year (the "Shortfall Return") and such Shortfall Return shall be allocated equally across each class A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 and shall become part of the Return until the repurchase and/or cancellation of these class of Corporate Units; where the repurchase and cancellation of a class A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 are sufficient to enable the payment of the Return then no further Return shall be paid under this item (ii) in relation to any further distribution of the Available Amount;

(iii) third, to each Unit holder who held corporate units in respect of classes A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 an amount equal to their subscription price for such corporate units (including any classes of corporate units that have been subject to cancellation in relation to the aforementioned distributions) including any related premium, if any for such corporate units; and

(iv) the remaining amount out of the Available Amount further to the distribution made under items (i) up to (iii) above, shall be allocated to the Unitholders (except the Unitholders holding classes J1 and J2), pro rata to all classes of Corporate Units which they held as at the date of distribution plus any classes of corporate units that have been subject to cancellation in relation to the aforementioned distributions, as to ensure that all classes of the Corporate Units except classes J1 and J2 have received at the date of distribution an amount equal to a multiple of the their subscription price including any related premium for all corporate units subscribed for (including any classes of corporate units that have

been subject to cancellation in relation to the aforementioned distributions); such multiple to be agreed by the General Meeting of Members (such amount being the "Hurdle");

(v) following the Unitholders referred under item (iv) above having received the Hurdle, then the remaining amount shall be allocated to the Unitholders pro rata to their participation (including any classes of corporate units that have been subject to cancellation in relation to the aforementioned distributions) irrespective of the classes of Corporate Units they hold at the date of distribution and it should include any amounts that have been subject to cancellation in relation to any aforementioned distribution.

For the avoidance of doubt:

Where any dividend, bonus or other distribution of capital, income or profit is declared, paid or made or any repurchase, redemption, repayment or return of share or loan capital (or any other relevant securities) is made (whether or not pursuant to the sale of all or substantially all of the business or assets of the Company), or where there is a sale of some or all of the Corporate Units in the Company, the proceeds of such dividend or sale, shall be distributed in accordance with this Article 5.

Subject to the fulfilment of any obligation under the Law, if any or all of the Corporate Units or securities representing the corporate capital is admitted or there is a grant of permission by any authority for the same to be admitted to or traded or quoted on any recognized investment exchange, the principles set out in (i) to (v) above shall be complied with in effecting such listing.

Art. 6. Transfer of Units. If the Company has at least two members, any transfer of Corporate Units is only valid between the members if there is obtained the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the Company's capital. Except in the case of repurchase and cancellations in Article 5 or redemptions in Article 7, a Corporate Unit within each class may be transferred or pledged only in connection with the other classes of Corporate Units held by that transferor and to the same person as those other classes of Corporate Units are transferred or pledged. Subject to the same exception in Section 5 paragraph 9, in the case of a transfer of less than all of the Corporate Units of a holder, the holder shall transfer Corporate Units in each class that it owns on a proportionate basis.

Art. 7. Redemption of Units. The acquisition and disposal by the Company of Corporate Units held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of the general meeting of member(s) following the order described under the Article 5.

Art. 8. Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole member or of one of the members will not bring the Company to an end.

Art. 9. For no reason and in no case, the creditors, legal successors or heirs are allowed to seal assets or documents of the Company.

Title III. General meeting of the members

Art. 10. Power of the General Meeting. Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the activity of the Company.

Except as otherwise required by law, resolutions at a general meeting of members duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the sole member or by a majority of members representing at least three quarters (3/4) of the capital. The members may change the nationality of the Company by a unanimous decision.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. Vote. Each Corporate Unit carries one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The Company will recognize only one holder per Corporate Unit; in case a Corporate Unit is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Corporate Unit until one individual/entity has been appointed as the sole owner vis-à-vis the Company.

Title IV. Administration

Art. 12. Board of managers. The Company shall be managed by a Board of Managers. The Managers shall be not more than five (5) in number. The Managers may be dismissed at any time at the sole discretion of the General Meeting.

The majority of the members of the Board of Managers shall always be resident in Luxembourg. Any appointment of a Manager which would lead to a breach of these Articles shall be void.

The Board of Managers may delegate part of its powers to one or more of its members. It may further appoint proxies for specific transactions and revoke such appointments at any time.

The Board of Managers may elect a chairman from among the Managers. The chairman will not have a second or casting vote. It may further choose a secretary, either Manager or not, who shall be in charge of keeping the minutes of the

meetings of the Board of Managers. The chairman or an ad hoc chairman appointed in the course of the meeting will preside at all General Meetings and all meetings of the Board of Managers. In his absence, the General Meeting or, as the case may be, the Board of Managers will appoint another person from among the Managers as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.

Meetings of the Board of Managers may be convened by the chairman or by any other two members of the Board of Managers. The Managers will be convened separately to each meeting of the Board of Managers.

The Managers shall be given at least 10 Business Days prior notice of Board meetings together with a written agenda and all papers relevant for the consideration by the Board of the matters on that agenda save where, because of the urgent nature of the matter in question it is in the best interests of the Company for a meeting to take place on such shorter notice as is reasonable. No business shall be transacted at any meeting of the Board except that specified in the agenda for such meeting unless the Managers are present and agree to the transaction of such other business.

There will be at least four Board meetings of the Company during the Company's financial year.

Meetings of the Board of Managers shall be held at the place, the day and the hour specified in the convening notice, provided that all meetings shall be held in Luxembourg.

The notice may be waived by the consent in writing or by telefax or telegram or telex or by e-mail of each Manager addressed to all other members of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers. Any meeting held outside Luxembourg shall be void.

Any Manager or his proxy may validly participate in a meeting of the Board by conference telephone or other form of communication equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. Such means shall satisfy technical characteristics which ensure an effective participation in the meeting of the Board whose deliberations shall be online without interruption. A person so participating shall be deemed to be present in person at the meeting and shall accordingly be counted in a quorum and be entitled to vote.

A Manager who is not resident in the UK for UK tax purposes may not appoint a person who is resident in the UK for UK tax purposes as his proxy.

A Manager, other than a Manager who is resident in the UK for UK tax purposes, may be appointed as a proxy to represent one or more of his colleagues, under the condition however that at least two Managers are present at the meeting.

No Manager may participate by conference telephone or other form of communication equipment if that Manager is physically present in the UK and any meeting where one or more Managers is physically present in the UK shall not be duly convened and any decision taken at any such meeting shall be void. A conference call where the majority of the participants are physically present in Luxembourg shall be deemed to be held in Luxembourg.

The Board of Managers can validly debate and take decisions only if the majority of its members are present or represented by a proxy appointed under these articles.

Subject to the provisions of these articles of association, all decisions at a meeting of the Board of Managers shall be taken by the majority of those Managers present or represented and voting.

Art. 13. Minutes of the Meetings. The decisions of the Board of Managers will be recorded in minutes and signed by the chairman or by any two other Managers or by the members of the meeting's board ("bureau"). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, will be signed by the chairman or by any two other Managers.

No actions under these articles of association may be completed in the UK nor may minutes of meetings of the Board of Managers be prepared in the UK.

Art. 14. Powers. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests.

All powers not expressly reserved by law or the present articles to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any person or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any person who need not to be manager, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 15. Representation. Towards third parties the Company is validly bound by the sole signature of any manager or by the single signature of the sole manager, or by single signature of any person(s) to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers.

Art. 16. Profits, Reserves and Dividends. Each year, out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued corporate capital of the Company. The balance may be distributed to the Unitholders upon decision of a general meeting of Unitholders in accordance with the provisions set forth hereafter.

The Unitholders may decide to declare and pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law, in accordance with the provisions set forth hereafter.

The share premium account, (which for avoidance of doubt has to be allocated on a pro-rata basis to each alphabetical class of Corporate Units) may be distributed to the Unitholders upon decision of a general meeting of Unitholders in accordance with the provisions set forth hereafter. The general meeting of Unitholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the Board of Managers and may be paid at such places and times as may be determined by the manager or as the case may be the board of managers. The Board of Managers may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a Corporate Unit during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Corporate Unit, shall be forfeited by the holder of such Corporate Unit, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of the Corporate Units.

Art. 17. The accounting year of the Company shall begin on January first of each year and shall terminate on December thirty-first.

Title V. Winding up - Dissolution

Art. 18. Liquidation. In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members resolving such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the Unitholders in conformity with Article 5.

Art. 19. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Third resolution

Following the approval of the Demerger Plan and the incorporation of Santasalo S.à r.l., the Members resolved to decrease the corporate capital of the Company by an amount of EUR 3,297,788 so to bring it from its present amount of EUR 8,496,686 represented by 173,033 class A1 Corporate Units, 889,049 class A2 Corporate Units, 173,033 class B1 Corporate Units, 889,049 class B2 Corporate Units, 173,033 class C1 Corporate Units, 889,049 class C2 Corporate Units, 173,033 class D1 Corporate Units, 889,049 class D2 Corporate Units, 173,033 class E1 Corporate Units, 889,049 class E2 Corporate Units, 173,033 class F1 Corporate Units, 889,049 class F2 Corporate Units, 173,033 class G1 Corporate Units, 889,049 class G2 Corporate Units, 173,048 class H1 Corporate Units, 889,064 class H2 Corporate Units, 0 (nil) class I1 Corporate Units, 0 (nil) class I2 Corporate Units, 0 (nil) class J1 Corporate Units and 0 (nil) class J2 Corporate Units to an amount of EUR 5,198,898 represented by 105,874 class A1 corporate units, 543,986 class A2 corporate units, 105,874 class B1 corporate units, 543,986 class B2 corporate units, 105,874 class C1 corporate units, 543,986 class C2 corporate units, 105,874 class D1 corporate units, 543,986 class D2 corporate units, 105,874 class E1 corporate units, 543,986 class E2 corporate units, 105,874 class F1 corporate units, 543,986 class F2 corporate units, 105,874 class G1 corporate units, 543,986 class G2 corporate units, 105,883 class H1 corporate units, 543,995 class H2 corporate units, nil class I1 corporate units, nil class I2 corporate units, nil class J1 corporate units and nil class J2 corporate units together with a share premium amounting to EUR 144,757,307.26 and subsequently to cancel the 3,297,788 corporate units in the Company represented by 67,159 class A1 corporate units, 345,063 class A2 corporate units, 67,159 class B1 corporate units, 345,063 class B2 corporate units, 67,159 class C1 corporate units, 345,063 class C2 corporate units, 67,159 class D1 corporate units, 345,063 class D2 corporate units, 67,159 class E1 corporate units, 345,063 class E2 corporate units, 67,159 class F1 corporate units, 345,063 class F2 corporate units, 67,159 class G1 corporate units, 345,063 class G2 corporate units, 67,165 class H1 corporate units, 345,069 class H2 corporate units, nil class I1 corporate units, nil class I2 corporate units, nil class J1 corporate units and nil class J2 corporate units.

Fourth resolution

The Members resolved to amend article 5(1), of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

« **Art. 5. Corporate Capital.** The subscribed corporate capital of the Company is set at EUR 5,198,898, divided into 5,198,898 corporate units with a nominal value of EUR 1 represented by:

105,874 class A1 corporate units;

543,986 class A2 corporate units;
105,874 class B1 corporate units;
543,986 class B2 corporate units;
105,874 class C1 corporate units;
543,986 class C2 corporate units;
105,874 class D1 corporate units;
543,986 class D2 corporate units;
105,874 class E1 corporate units;
543,986 class E2 corporate units;
105,874 class F1 corporate units;
543,986 class F2 corporate units;
105,874 class G1 corporate units;
543,986 class G2 corporate units;
105,883 class H1 corporate units;
543,995 class H2 corporate units;
nil class I1 corporate units;
nil class I2 corporate units;
nil class J1 corporate units; and
nil class J2 corporate units.

Fifth resolution

The Members authorize any one manager of the Company to carry out any necessary action in relation to the above taken resolutions including but not limited to the amendment of the unitholders' register of the Company.

The Meeting was declared closed as there was no further business.

Costs

The amount of expenses, costs, remuneration and charges to be paid by the Company as a result of the present stated deed are estimated for:

- the demeregred Company at 3,700.- EUR and
- the created Company at 6,800.- EUR

WHEREOF, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, stated that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; at the request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English text shall prevail.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le quatorze janvier.

Par-devant nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des Associées (les «Associées») de la société «Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 9 juin 2011, publié au Mémorial C n° 2050 le 3 septembre 2011, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 161.541 (la «Société»).

L'Assemblée fut présidée par Maître Carmine REHO, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg (le «Président»). Le Président désigna comme Secrétaire Maître Delia NITESCU, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg. L'Assemblée désigna comme Scrutateur Maître Emma MASSICARD, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée dressa ensuite la liste de présence qui, après avoir été signée ne varietur par le détenteur des procurations représentant les Associées restera attachée au présent procès-verbal pour être ensemble avec lesdites procurations soumises aux formalités de l'enregistrement.

Le bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le Président déclara et requit le notaire d'acter que:

I- L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Approbation du projet de scission de la Société daté le 10 décembre 2014 et publié au Mémorial C n° 3867 en date du 13 décembre 2014 (le «Projet de Scission»), par lequel la Société, sans dissolution transférera une partie de son actif et de son passif (le «Patrimoine Transféré») à une nouvelle société devant être constituée sous la forme juridique d'une société à responsabilité limitée et devant être dénommée Santasalo S.à.r.l. («Santasalo»);

2. Approbation de la constitution de Santasalo et plus précisément de (i) l'établissement de son siège social au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, (ii) la mise en place des statuts, du capital social, de la durée et de l'objet social, (iii) la mise en place des dispositions relatives à la gestion et supervision, aux droits des Associées et aux assemblées des Associées, de l'année fiscale, de la distribution, de la liquidation et de la nomination des membres du conseil de gestion et (iv) d'approuver la souscription et le paiement jusqu'à 3.297.788 parts sociales dans Santasalo avec une prime d'émission d'un montant de 40.611.712 EUR au total, représentant le Patrimoine Transféré par les associées actuels de la Société en proportion avec leur participation dans la Société;

3. Diminution du capital social de la Société d'un montant de 3.297.788 EUR consistant au Patrimoine Transféré et avec 144.757.307,26 EUR devant être alloués au compte de prime d'émission de la Société afin de porter le capital social de la Société au montant actuel de 8.496.686 EUR au montant de 5.198.898 EUR et l'annulation subséquente de 3.297.788 parts sociales dans la Société;

4. Modification de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter la diminution du capital social de la Société tel que mentionné sous le point 3 de cet Ordre du Jour;

5. Autorisation donnée à tout dirigeant de la Société d'effectuer toute action nécessaire en relation avec les résolutions devant être prises sur la base du présent Ordre du Jour, incluant mais non limité à la modification du registre des associées de la Société; et

6. Tout autre point.

II- Il ressort de la liste de présence que l'intégralité du capital social de la Société est représentée à la présente Assemblée. L'intégralité du capital social étant représentée à la présente Assemblée et les Associées représentées se reconnaissent dûment convoquées et déclarent avoir eu connaissance de l'Ordre du Jour avant l'Assemblée. De ce fait, l'Assemblée est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'Ordre du Jour.

III- Il ressort du Projet de Scission qu'immédiatement avant la scission proposée, la Société détient 100% du capital social de CB INDUSTRIAL GEARS OY, une société à responsabilité limitée constituée en Finlande avec pour numéro d'identification 2646194-8 et ayant son siège social au Vesangantie, 1, 40101, Jyväskylä, Finlande représentant le Patrimoine Transféré.

IV- Il ressort du Projet de Scission que conformément à l'article 295 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales de 1915, les associés de la Société étaient en droit d'aller au siège social de la Société pour analyser le Projet de Scission et les comptes annuels de la Société pour les trois dernières années fiscales terminées respectivement au 31 décembre 2011, 2012 et 2013 pour au moins un mois avant la date susmentionnée.

V- Il ressort par ailleurs du Projet de Scission que pour des raisons comptables, l'apport du Patrimoine Transféré à Santasalo sera effectif et les activités relatives au Patrimoine Transféré seront considérées comme avoir été entreprises par Santasalo à la date susmentionnée, et la scission sera opposable aux tiers à la date de la publication à la Gazette Officielle Luxembourgeoise, Mémorial C du présent acte.

VI- Enfin, les prêts intragroupes existants, octroyés par la Société à ses filiales directes ou indirectes seront alloués immédiatement avant la scission proposée et les prêts existants dus par la Société à certains des investisseurs des véhicules co-investisseurs détenant des parts sociales dans la Société, seront partiellement transférés et alloués à Santasalo par exécution de cet acte de scission, tel que détaillé dans le Projet de Scission.

Les Associées décidèrent unanimement de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associées de la Société décidèrent d'approuver le Projet de Scission, par lequel sans dissolution, la Société effectuera le transfert du Patrimoine Transféré à Santasalo S.à r.l..

Deuxième résolution

Les Associées de la Société décidèrent d'approuver la constitution de Santasalo S.à r.l. et plus précisément de (i) l'établissement de son siège social au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, (ii) la mise en place des statuts, du capital social, de la durée et de l'objet social, (iii) la mise en place des dispositions relatives à la gestion et supervision, aux droits des Associées et aux assemblées des Associées, de l'année fiscale, de la distribution, de la liquidation et de la nomination des membres du conseil de gestion et (iv) d'approuver la souscription et le paiement jusqu'à 3.297.788 parts sociales dans Santasalo avec une prime d'émission d'un montant de 40.611.712 EUR au total, représentant le Patrimoine Transféré par les Associées actuelles de la Société en proportion à leur participation dans la Société et (V) nommer M. James Allan McColl, Mme Shauna Powell, Mme Samia Rabia, M. Francois Brouxel et M. Pierre Metzler comme gérants de Santasalo pour une période prenant fin à l'assemblée générale extraordinaire de Santasalo approuvant les comptes annuels clos au 31 décembre 2015.

Les Associées de la Société décideront par ailleurs que les statuts de Santasalo S.à r.l. seront tels qu'il suit:

Titre I^{er} . Forme - Dénomination - Durée - Siège social - Objet social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous le nom de Santasalo S.à r.l. (ci-après la "Société") qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi») ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi dans la Commune de Luxembourg.

Il peut être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des Associées ou à tout autre endroit à l'intérieur de la commune de Luxembourg-Ville, par résolution du conseil de gérance de la Société.

Des succursales ou d'autres bureaux pourront être établis à Luxembourg ou à l'étranger par une résolution du conseil de gérance.

Si des événements d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la facilité de communication entre ce siège et les personnes à l'étranger, telles que définis par la gérance de la Société, sont intervenus ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social restera une société luxembourgeoise. Pareilles mesures provisoires de transfert du siège social seront prises et notifiées à toute partie intéressée par la gérance de la Société.

Art. 4. L'objet de la Société est la détention de participations, quelle qu'en soit la forme, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, la détention d'actions à Luxembourg ou à l'étranger, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre d'actions, parts sociales, obligations et autres titres de toute nature, et l'acquisition, l'administration, le développement et gestion de son portefeuille.

La Société pourra contracter des prêts et procéder à l'émission d'obligations, de certificats d'actions privilégiés, de titres de créances et d'obligations, convertibles ou non convertibles, dans les limites de la Loi. La Société pourra accorder assistance, prêt, avance ou garantie aux ou en faveur des sociétés, sociétés fiduciaires ou autres entreprises dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou aux sociétés faisant partie du même groupe de sociétés que la Société.

Comme objet de la Société et comme finalité en soi ou autrement, et que ce soit dans le but de réaliser un bénéfice ou d'éviter une perte ou pour quelque autre but que ce soit, que la Société obtienne ou non une rémunération ou un bénéfice, elle peut s'engager dans des transactions monétaires et de taux d'intérêt et dans d'autres transactions financières ou d'autres transactions de toute nature, y compris toute transaction, ayant pour objet ou, susceptible d'avoir pour objet, d'éviter, de réduire, de minimiser, de couvrir ou de gérer autrement le risque d'une perte, d'une charge, d'un coût ou d'une dette résultant, ou susceptible de résulter, directement ou indirectement, d'un ou de plusieurs changements de tout taux d'intérêt ou de change ou du prix ou de la valeur de toute propriété, actif, produit, indice ou dette ou de tout autre risque ou facteur affectant les affaires de la Société, y compris mais non limité à des opérations, impliquant ou non des acquisitions, cessions ou autres, en devises, contrats d'opérations au comptant et de cours des changes à terme, contrats de ventes à terme, caps, floors et collars, marchés à termes, options, swaps, et tous autres arrangements de taux d'intérêt de devise et de couverture et tous autres instruments similaires, ou dérivés de tout ce qui précède.

La Société peut exercer toutes ces activités, ou l'une ou plusieurs d'elles comme une activité distincte ou séparée de son activité principale ou comme son activité exercer toute autre activité industrielle ou autre qui pourrait apparaître appropriée à la Société au regard d'une ou des activités décrites ci-dessus ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur ou la profitabilité de tout droit ou actif de la Société.

En outre, la Société peut établir, gérer, développer, disposer et accorder des licences en relation avec un portefeuille de droits de propriété intellectuelle quelle qu'en soit l'origine, acquérir, par le biais d'investissement, souscription, ou option des droits de propriété intellectuelle, pour en disposer par voie de vente, transfert, échange, licence ou autre moyens, et accorder aux sociétés dans lesquelles la Société détient des participations et/ou est affiliée, assistance, prêts, avances, licences ou garanties.

La Société peut agir comme gérant, consultant, contrôleur et agent en faveur d'autres sociétés ou entreprises et fournir à ces sociétés et entreprises des services de gestion, de conseil, des services techniques, d'acquisition, de vente et autres et conclure tout contrat nécessaire ou opportun en relation avec ce qui précède.

D'une manière générale, la Société pourra prendre toute mesure de contrôle ou de surveillance et mener à bien toutes opérations qu'elle estimera nécessaires et utiles à la poursuite et au bon développement de son objet social.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à 3.297.788 Euros divisé en 3.297.788 parts sociales avec une valeur nominale d'1 Euro, représenté par:

67.159 Parts Sociales de classe A1;
345.063 Parts Sociales de classe A2;
67.159 Parts Sociales de classe B1;
345.063 Parts Sociales de classe B2;
67.159 Parts Sociales de classe C1;
345.063 Parts Sociales de classe C2;
67.159 Parts Sociales de classe D1;
345.063 Parts Sociales de classe D2;
67.159 Parts Sociales de classe E1;
345.063 Parts Sociales de classe E2;
67.159 Parts Sociales de classe F1;
345.063 Parts Sociales de classe F2;
67.159 Parts Sociales de classe G1;
345.063 Parts Sociales de classe G2;
67.165 Parts Sociales de classe H1;
345.069 Parts Sociales de classe H2;
0 (zéro) Parts Sociales de classe I1,
0 (zéro) Parts Sociales de classe I2,
0 (zéro) Parts Sociales de classe J1, et
0 (zéro) Parts Sociales de classe J2,

chaque part sociale avec une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) et avec les droits et obligations énoncés dans ces statuts.

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision des Associées prise selon la manière requise pour la modification des présents statuts. En cas d'augmentation ou de réduction du capital, les parts sociales seront émises en faveur de chaque détenteur de parts sociales ou alors les détentions de chaque détenteur de parts sociales seront réduites uniquement sur une base proportionnelle.

Le capital autorisé est fixé à cinq millions d'euros (EUR 5.000.000,-) représenté par des parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Le conseil de gérance est autorisé et mandaté pendant une période prenant fin 5 ans après la date de publication des statuts modifiés et coordonnés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, à réaliser toute augmentation de capital dans les limites du capital autorisé en une ou plusieurs fois. Dans ce cas, les Parts Sociales seront émises en faveur des détenteurs de parts sociales uniquement sur une base proportionnelle.

Cette augmentation de capital pourra être souscrite et émise selon les termes et conditions déterminés par le(s) gérant (s), plus précisément concernant la souscription et le paiement des parts sociales à souscrire et à émettre, la période de souscription et le nombre de Parts Sociales à souscrire et à émettre, le fait que les Parts Sociales soient à souscrire avec ou sans prime d'émission (qui, afin d'écarter tout doute, doit être allouée sur une base proportionnelle à chaque catégorie de parts sociales), en déterminant dans quelle mesure, le paiement des Parts Sociales nouvellement souscrites est acceptable soit en numéraire soit en actifs autres qu'en numéraire.

Le conseil de gérance pourra déléguer à tout gérant ou organe de la Société dûment autorisé ou à toute autre personne dûment autorisée, la tâche d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement des Parts Sociales représentant une partie ou la totalité des montants du capital ainsi augmentés.

Après toute augmentation de capital réalisée et dûment établie dans la forme prévue par la loi, le premier paragraphe de cet article sera modifié de manière à refléter l'augmentation en cause; cette modification sera constatée par acte authentique par le(s) gérant(s) ou par toute personne dûment autorisée et mandatée à cet effet.

Dans le cas où la Société propose d'augmenter son capital en émettant de nouvelles Parts Sociales (les "Parts Préférentielles"), chaque Associé (à la date d'envoi de la Notification Préférentielle concernée, telle que définie ci-dessous) aura le droit (le "Droit Préférentiel") de souscrire pour un montant de chaque classe des nouvelles parts sociales concernées égal au pourcentage proratisé dudit Associé (à la date d'envoi de la Notification Préférentielle concernée) dans les parts sociales (comme si les parts sociales constituaient une seule et même classe). Le Droit Préférentiel sera exerçable par chaque associé concerné pour le même prix par nouvelle part sociale et dans les mêmes termes et conditions relatifs aux Parts Préférentielles devant être émises.

En rapport avec chaque émission donnant lieu au Droit Préférentiel, la Société délivrera par lettre recommandée un avis écrit à chaque Associé de la Société (un "Avis Préférentiel"), mentionnant le prix devant être payé pour les nouvelles parts sociales étant émises, le nombre et la classe des nouvelles parts sociales que l'associé est en droit de souscrire conformément au paragraphe précédent susmentionné et la méthode de paiement pour desdites parts. L'Avis Préférentiel ne pourra être accepté que durant une période qui ne pourra être de moins de dix (10) jours ouvrables (l'"Avis d'Option") suivant la date d'envoi en question. Toute acceptation de l'offre contenue dans l'Avis Préférentiel doit être faite par

l'associé concerné par écrit en indiquant le nombre maximal de nouvelles parts sociales que cet associé veut acquérir, incluant le cas où l'un ou les autres Associées renonce(nt) ou non à leur droit préférentiel de souscription (l'«Acceptation de l'Offre»).

Dans le cas où un ou plusieurs Associées refuse(nt) d'accepter l'offre contenue dans l'Avis Préférentiel, toutes nouvelles parts restantes qui auraient été attribués auxdits Associées refusant s'ils avaient participé doivent à la place être offertes à chaque associé acceptant sur la base proratisée de sa participation dans l'émission préférentielle à la condition dans chaque cas du consentement écrit de cet associé acceptant à la réattribution des nouvelles parts sociales résiduelles dans l'Acceptation de l'Offre jusqu'à ce que toutes les nouvelles parts sociales résiduelles aient été réallouées ou que de tels Associées acceptant aient refusé ces réattributions consécutives. A l'expiration de la période d'exercice contenue dans l'Avis d'Option, la Société enverra un avis à chaque associé ayant envoyé une Acceptation de l'Offre à la Société indiquant le nombre exact de nouvelles parts sociales devant être souscrites par cet associé, la date d'émission de ces nouvelles parts sociales et le montant, la date de paiement et tous les autres renseignements nécessaires au paiement du prix de souscription par l'associé concerné des nouvelles parts sociales concernées.

Le capital social souscrit peut être changé à tout moment par décision de l'associé unique ou, comme cela peut être le cas, par la décision de l'assemblée des Associées délibérant de la même manière que celle stipulée pour modifier les présents statuts.

Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation des Parts Sociales de chaque associé au prorata, y compris par l'annulation de l'entièreté d'une ou de plusieurs catégories de Parts Sociales, par le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales émises de cette/ces catégories(s). En cas de rachats et d'annulations de toute catégorie de Parts Sociales, ces annulations ou rachats de Parts Sociales seront faits dans le sens inverse de l'alphabet (en commençant par les catégories J2 et J1 ensemble).

Dans le cas d'une réduction de capital par le rachat et l'annulation d'une catégorie de Parts Sociales (dans l'ordre prévu à l'alinéa précédent), cette catégorie de Parts Sociales donne droit à leurs détenteurs et au prorata de leur participation dans cette catégorie, au Montant Disponible (dans la limite cependant du Montant Total d'Annulation tel que déterminé par l'assemblée générale des Associées) et les détenteurs de Parts Sociales de la catégorie rachetée et annulée recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part, pour chaque Part Sociale de la catégorie concernée, détenue par eux et annulée.

La Valeur d'Annulation par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de Parts Sociales émises dans la catégorie de Parts Sociales rachetée ou annulée.

Le Montant Total d'Annulation sera un montant déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'Assemblée Générale des Associées de la Société, sur la base de Comptes Intérimaires établis. Le Montant Total d'Annulation pour chacune des catégories J2, J1, I2, I1, H2, H1, G2, G1, F2, F1, E2, E1, D2, D1, C2, C1, B2, B1 et A2, A1 devra être le Montant Disponible de la catégorie concernée au moment de l'annulation de la catégorie concernée, sauf s'il en est décidé autrement par l'associé unique de la Société ou, selon le cas, par l'assemblée générale des Associées de la Société dans les conditions prévues pour la modification des présents statuts et à condition toutefois que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible.

Dès le rachat ou l'annulation des Parts Sociales de la catégorie concernée, la Valeur d'Annulation par Part Sociale sera due et payable par la Société.

Aux fins de la présente clause:

Montant Disponible signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) diminué par toute allocation faite conformément à l'article 16 des présents statuts pour une catégorie particulière de Parts Sociales, augmenté de (i) toutes réserves librement distribuables et augmenté par (ii) selon le cas, du montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relative à la catégorie de Parts Sociales devant être annulée mais diminué par (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) toutes sommes à allouer en réserve(s), conformément aux dispositions légales ou aux présents statuts, chaque fois comme reflété dans les Comptes Intérimaires concernés (sans, pour éviter tout doute, aucune comptabilité double), afin que:

$$AA = (NP+P+CR)-(L+LR)$$

Avec:

AA = Montant Disponible

NP = bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés)

P = toutes réserves librement distribuables

CR = le montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale en rapport avec la catégorie de Parts Sociales devant être annulée

L = pertes (y compris les pertes reportées)

LR = toutes sommes devant être mises en réserve(s) conformément aux dispositions légales ou aux présents statuts

- Comptes intérimaires signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernés.

- La Date des Comptes Intérimaires signifie la date au plus tard huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la catégorie de Parts Sociales concernée.

Si la Société fait une attribution du Montant Disponible, les Associées recevront cette attribution, dans l'ordre prioritaire suivant:

(i) premièrement, chaque classe des Parts Sociales devra recevoir un pourcentage de la valeur nominale de la classe de parts sociales concernée par ordre décroissant respectivement, nommément 0.60% pour les classes A1 et A2; 0,55% pour les classes B1 et B2; 0,50% pour les classes C1 et C2; 0,45% pour les classes D1 et D2; 0,40% pour les classes E1 et E2; 0,35% pour les classes F1 et F2; 0,30% pour les classes G1 et G2; 0,25% pour les classes H1 et H2; 0,20% pour les classes I1 et I2 et 0,15% pour les classes J1 et J2,

(ii) deuxièmement, pour ce qui est des classes A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 un montant annuel égal à 10% de leur prix de souscription incluant le cas échéant, toute prime en rapport (le "Retour"); le Retour qui doit être capitalisé à partir de la date de souscription augmentera quotidiennement et sera calculé en présupposant une année de 365 jours; si le Montant Disponible n'est pas suffisant pour permettre l'attribution du Retour, un tel manque à gagner dans l'allocation du Retour continuera à faire naître des intérêts s'élevant à 10% en rapport avec la période courant de la date d'émission jusqu'à (et incluant) la date de paiement effectif lequel intérêt sera capitalisé annuellement pour chaque année calendaire consécutive (le "Manque à Gagner relatif au Retour") et un tel Manque à Gagner relatif au Retour sera alloué de manière équitable à travers chaque classe A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 et deviendra une part du Retour jusqu'au rachat et/ou jusqu'à l'annulation de ces classes de Parts Sociales; si le rachat et l'annulation d'une classe A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 sont suffisants pour permettre le paiement du Retour alors aucun Retour complémentaire ne sera payé sous ce point (ii) en rapport avec toute distribution additionnelle du Montant Disponible;

(iii) troisièmement, à chaque Associé qui détenait des parts sociales de classe A2, B2, C2, D2, E2, F2, G2, H2, I2 un montant égal à leur prix de souscription pour de telles parts sociales (incluant toutes les classes de parts sociales qui ont été l'objet d'une annulation en rapport avec les distributions susmentionnées) incluant le cas échéant, toute prime liée à de telles parts sociales; et

(iv) le montant restant en dehors du Montant Disponible à la suite des distributions faites sous les points (i) à (iii) ci-dessus, devra être alloué aux Associées (à l'exception des Associées détenant les classes J1 et J2), au prorata de toutes les classes de Parts Sociales qu'ils détenaient à la date de la distribution plus toutes les classes de Parts Sociales qui ont été l'objet d'annulation en rapport avec les distributions susmentionnées, de telle manière à assurer que toutes les classes de Parts Sociales sauf les classes J1 et J2 aient reçu à la date de la distribution un montant égal à un multiple de leur prix de souscription incluant toute prime liée pour toutes les parts sociales souscrites (incluant toutes les classes de parts sociales qui ont été l'objet d'annulation en rapport avec les distributions susmentionnées); un tel multiple devant être convenu par l'Assemblée Générale des Associées (un tel montant étant le "Hurdle");

(v) à la suite des Associées mentionnés sous le point (iv) ci-dessus ayant reçu le Hurdle, le montant restant sera ensuite alloué aux Associées au prorata de leur participation (incluant toutes les classes de parts sociales qui ont été l'objet d'annulation en rapport avec les distributions susmentionnées) sans tenir compte des classes de Parts Sociales qu'ils détiennent à la date de la distribution et ce montant devrait inclure tous les montants qui ont été l'objet d'annulation en rapport avec toute distribution susmentionnée.

Afin d'éviter tout doute:

Dans le cas où tout dividende, bonus ou autre distribution de capital, revenu ou profit est déclaré, payé ou fait ou tout rachat, repaiement ou retour sur capital ou sur capital d'emprunt (ou de tout autre titre concerné) est fait (si ou non conformément à la vente de tout ou en substance de toute l'activité ou les actifs de la Société), ou s'il y a une vente de quelques ou de toutes les Parts Sociales dans la Société, les produits d'un tel dividende ou d'une telle vente, seront distribués conformément à cet Article 5.

Soumis au respect de toute obligation existante sous la Loi, si l'un(e) ou tous/toutes les parts sociales ou titres représentant le capital social est/sont admise(s) ou si une autorisation est accordée par toute autorité sur lesdites parts sociales ou lesdits titres devant être admis ou négociés ou estimés sur tout marché d'investissement reconnu, les principes énoncés ci-dessus aux points (i) à (v) seront appliqués lors de la réalisation d'une telle cotation.

Art. 6. Cession de parts sociales. Si la Société compte au moins deux Associées, la validité du transfert de parts sociales est soumise à l'approbation en assemblée générale des Associées représentant au moins trois quarts (3/4) du capital de la Société. Sauf en cas de rachat et d'annulation de l'article 5 ou des rachats de l'article 7, une part sociale de chaque catégorie ne peut être cédée ou mise en gage qu'en relation avec les autres catégories d'actions détenues par ce cédant et à la même personne à qui ces autres catégories d'actions sont cédées ou mises en gage.

Sous réserve de la même exception à la Section 5 paragraphe 9, dans le cas d'un transfert d'une partie seulement des parts sociales d'un associé, l'associé doit transférer des parts sociales de chaque catégorie de parts sociales qu'il détient, de façon proportionnelle.

Art. 7. Rachat des Parts Sociales. L'acquisition et la cession par la Société de parts sociales qu'elle détient dans son propre capital social ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une résolution de l'assemblée générale des Associées suivant l'ordre décrit sous l'Article 5.

Art. 8. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des Associées ne mettent pas fin à la Société.

Art. 9. Les créanciers, ayant droits ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Titre III. L'Assemblée générale des associées

Art. 10. Pouvoirs de l'assemblée générale. Toute assemblée des Associées de la Société régulièrement constituée représentera l'intégralité des Associées de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus pour décider, réaliser ou ratifier tous les actes en relation avec les activités de la Société.

Sauf disposition légale contraire, les résolutions prises lors d'une assemblée des Associées régulièrement convoquée seront adoptées à la majorité simple des Associées présents et prenant part au vote.

Le capital social et les autres dispositions des présents statuts pourront, à tout moment, être modifiés par l'associé unique ou par une majorité des Associées représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital. Les Associées pourront changer la nationalité de la Société par une décision prise à l'unanimité.

Si tous les Associées sont présents ou représentés à une assemblée des Associées, et s'ils constatent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 11. Vote. Chaque Part Sociale donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La Société ne reconnaîtra qu'un titulaire par Part Sociale; lorsqu'une Part Sociale sera détenue par plus d'une personne, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette Part Sociale jusqu'à ce qu'une personne/entité ait été désignée comme le seul propriétaire vis-à-vis de la Société.

Titre IV. Administration

Art. 12. Conseil de gérance. La Société sera gérée par un Conseil de Gérance.

Les gérants ne pourront être plus de cinq (5). Les gérants pourront être révoqués à tout moment à la seule discrétion de l'assemblée générale des Associées.

La majorité des membres du Conseil de Gérance doit toujours résider au Luxembourg. Toute nomination d'un Gérant en violation de ces présents statuts sera nulle.

Le Conseil de Gérance pourra déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il pourra également nommer des représentants pour des transactions spécifiques et révoquer ces nominations à tout moment.

Le Conseil de Gérance pourra élire un président parmi les Gérants. Le président ne pourra pas voter une seconde fois ni ne bénéficiera d'un vote prépondérant. Il peut également choisir un(e) secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de conserver les procès verbaux des réunions du Conseil de Gérance. Le président ou le président ad hoc nommé au cours de la réunion présidera toutes les assemblées générales et toutes les réunions du Conseil de Gérance. En son absence, l'assemblée générale ou, le cas échéant le Conseil de Gérance, nommera par un vote à la majorité en nombre des membres présents ou représentés à cette réunion une autre personne parmi les gérants comme président pro tempore.

Le président ou deux membres du conseil de gérance peuvent convoquer les réunions du Conseil de Gérance. Les gérants seront convoqués à chaque réunion du Conseil de Gérance séparément.

Une convocation aux réunions du Conseil de Gérance ainsi que l'ordre du jour écrit et tous documents y relatifs appropriés pour étude par le Conseil de Gérance concernant les sujets à l'ordre du jour devront être adressés à tous les Gérants au moins 10 jours ouvrables avant la date fixée pour les réunions, sauf si en raison de la nature urgente du sujet en question il est dans l'intérêt de la Société qu'une réunion soit organisée avec un préavis plus court mais d'une durée raisonnable. Aucune décision ne sera prise lors d'un Conseil de Gérance si elle ne figure pas à l'ordre du jour de ce conseil, à moins que tous les Gérants soient présents et marquent leur accord à cette décision.

Il y aura au moins quatre réunions du Conseil par exercice social.

Les réunions du Conseil de Gérance devront être tenues au lieu, au jour et à l'heure spécifiés dans la convocation, à condition que toutes les réunions soient tenues au Grand Duché de Luxembourg.

Il peut être renoncé à la convocation si le Gérant exprime son consentement par écrit ou par télécopie ou télégramme ou télex ou par e-mail adressé à tous les autres membres du Conseil de Gérance. Aucune convocation séparée n'est requise pour les réunions qui se tiennent aux heures et lieux spécifiés dans un programme préalablement arrêté par une résolution du Conseil de Gérance.

Toute réunion tenue en dehors du Grand Duché de Luxembourg sera nulle.

Chaque Gérant ou son représentant peut valablement participer à la réunion par conférence téléphonique ou toute autre forme de communication sous condition que toutes les personnes participant à la réunion soient capables de s'entendre et de se parler tout au long de la réunion. De tels moyens devront satisfaire aux caractéristiques techniques qui assurent une participation effective à la réunion du Conseil, dont les délibérations devront se dérouler en direct et sans interruption. Une personne participant ainsi sera considérée comme présente en personne à la réunion et sera en conséquence comptabilisée pour le quorum et autorisée à voter.

Un Gérant qui n'est pas résident fiscal au Royaume-Uni pour des raisons fiscales britanniques ne pourra pas nommer une personne qui est résidente fiscale au Royaume-Uni pour des raisons fiscales britanniques comme son représentant.

Un Gérant, autre qu'un Gérant résidant fiscal au Royaume-Uni pour des raisons fiscales britanniques, peut être nommé comme représentant pour représenter un ou plusieurs de ses collègues, à condition néanmoins qu'au moins deux gérants soient présents à la réunion.

Aucun Gérant ne peut participer par conférence téléphonique ou toute autre forme de communication à une réunion si le Gérant est physiquement présent au Royaume-Uni, et toute réunion où un ou plusieurs gérants est physiquement présent au Royaume-Uni ne pourra être considérée comme dûment convoquée et toute décision prise à une telle réunion sera nulle. Une conférence téléphonique où la majorité des participants est physiquement présente au Grand Duché de Luxembourg est réputée avoir été tenue au Grand Duché de Luxembourg.

Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer et prendre des décisions seulement si la majorité de ses membres est présente ou représentée par un représentant nommé selon les présents statuts.

Sous réserve des présents statuts, toutes les décisions prises lors d'une réunion du Conseil de Gérance doivent être prises à la majorité des Gérants présents ou représentés et votant.

Art. 13. Procès-verbal des réunions. Les décisions du Conseil de Gérance seront actées des procès-verbaux et signés par le président ou par deux Gérants ou par les membres du bureau de la réunion ("bureau"). Toutes les procurations seront annexées aux procès-verbaux.

Des copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion seront être signés par le président ou par deux Gérants.

Aucune action prévue par les présents statuts ne peut être accomplie au Royaume-Uni, et les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance ne peuvent pas être préparés au Royaume-Uni.

Art. 14. Pouvoirs. Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser tous les actes d'administration et de disposition pour le compte et dans l'intérêt de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi à l'assemblée générale des Associées seront de la compétence du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance pourra déléguer ses pouvoirs de diriger la gestion journalière et les affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société pour une telle gestion et de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale, à un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance ou à tout comité (dont les membres n'auront pas à être gérants), délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le Conseil de Gérance déterminera. Il pourra également confier tous les pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, qui ne devra pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 15. Représentation. Vis-à-vis des tiers la Société est valablement engagée par la signature unique de tout gérant ou par la signature unique de tout gérant unique, ou par la signature unique de toute personne à qui un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil de gérance.

Art. 16. Bénéfices, Réserves et Dividendes. Chaque année, cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels seront affectés à la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteindra dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société. Le solde pourra être distribué aux Associées par une résolution de l'assemblée générale des Associées, conformément aux dispositions suivantes.

Les Associées peuvent décider de déclarer et de payer des dividendes intérimaires sur la base de comptes préparés par le gérant, ou, le cas échéant, le conseil de gérance, montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant distribuable ne devra pas excéder les profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social augmentés des profits reportés et des réserves distribuables mais diminués des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve prévue par la loi, conformément aux dispositions suivantes.

Le compte de prime d'émission (qui, afin d'écartier tout doute, doit être alloué sur une base proportionnelle à chaque catégorie de Parts Sociales) peut être distribué aux Associées sur décision de l'assemblée générale des Associées selon les dispositions suivantes. L'assemblée générale des Associées peut décider d'allouer toute somme du compte prime d'émission au compte réserve légale.

Les dividendes déclarés peuvent être payés dans toute devise choisie par le conseil de gérance et peuvent être payés aux lieux et heures déterminés par le gérant ou le conseil de gérance. Le conseil de gérance peut déterminer un taux de change final applicable pour convertir les dividendes dans la monnaie de paiement. Un dividende déclaré mais non payé sur une part sociale pendant cinq ans ne pourra pas être réclamé par le détenteur de la part sociale en question, sera perdu et devra revenir à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur des dividendes déclarés et non réclamés que la Société détient pour le compte de détenteurs de parts sociales.

Art. 17. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre.

Titre V. Dissolution - Liquidation

Art. 18. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par l'assemblée générale des Associées décidant de la dissolution et fixant les pouvoirs et la rémunération des liquidateurs.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et des frais de liquidation, le résultat net de liquidation sera distribué aux Associées en conformité avec l'Article 5.

Art. 19. Tous les points non régis par ces statuts seront déterminés en conformité avec la Loi.

Troisième résolution

Après l'approbation du Projet de Scission et l'incorporation de Santasalo S.à r.l., les Associées décidèrent de diminuer les capital sociale de la Société d'un montant de 3.297.788 EUR afin de le porter du montant actuel de 8.496.686 EUR représentés par 173.033 Parts Sociales de Classe A1, 889.049 Parts Sociales de Classe A2, 173.033 Parts Sociales de Classe B1, 889.049 Parts Sociales de Classe B2, 173.033 Parts Sociales de Classe C1, 889.049 Parts Sociales de Classe C2, 173.033 Parts Sociales de Classe D1, 889.049 Parts Sociales de Classe D2, 173.033 Parts Sociales de Classe E1, 889.049 Parts Sociales de Classe E2, 173.033 Parts Sociales de Classe F1, 889.049 Parts Sociales de Classe F2, 173.033 Parts Sociales de Classe G1, 889.049 Parts Sociales de Classe G2, 173.048 Parts Sociales de Classe H1, 889.064 Parts Sociales de Classe H2, 0 (zéro) Parts Sociales de Classe I1, 0 (zéro) Parts Sociales de Classe I2, 0 (zéro) Parts Sociales de Classe J1, 0 (zéro) Parts Sociales de Classe J2, au montant de 5.198.898 EUR représentés par 105.874 Parts Sociales de Classe A1, 543.986 Parts Sociales de Classe A2, 105.874 Parts Sociales de Classe B1, 543.986 Parts Sociales de Classe B2, 105.874 Parts Sociales de Classe C1, 543.986 Parts Sociales de Classe C2, 105.874 Parts Sociales de Classe D1, 543.986 Parts Sociales de Classe D2, 105.874 Parts Sociales de Classe E1, 543.986 Parts Sociales de Classe E2, 105.874 Parts Sociales de Classe F1, 543.986 Parts Sociales de Classe F2, 105.874 Parts Sociales de Classe G1, 543.986 Parts Sociales de Classe G2, 105.883 Parts Sociales de Classe H1, 543.995 Parts Sociales de Classe H2, 0 (zéro) Parts Sociales de Classe I1, 0 (zéro) Parts Sociales de Classe I2, 0 (zéro) Parts Sociales de Classe J1, 0 (zéro) Parts Sociales de Classe J2, ensemble avec une prime d'émission d'un montant de 144.757.307,26 EUR et subséquemment d'annuler les 3.297.788 parts sociales de la Société, représentées par 67.159 Parts Sociales de Classe A1, 345.063 Parts Sociales de Classe A2, 67.159 Parts Sociales de Classe B1, 345.063 Parts Sociales de Classe B2, 67.159 Parts Sociales de Classe C1, 345.063 Parts Sociales de Classe C2, 67.159 Parts Sociales de Classe D1, 345.063 Parts Sociales de Classe D2, 67.159 Parts Sociales de Classe E1, 345.063 Parts Sociales de Classe E2, 67.159 Parts Sociales de Classe F1, 345.063 Parts Sociales de Classe F2, 67.159 Parts Sociales de Classe G1, 345.063 Parts Sociales de Classe G2, 67.165 Parts Sociales de Classe H1, 345.069 Parts Sociales de Classe H2, 0 (zéro) Parts Sociales de Classe I1, 0 (zéro) Parts Sociales de Classe I2, 0 (zéro) Parts Sociales de Classe J1, 0 (zéro) Parts Sociales de Classe J2.

Quatrième résolution

Les Associées décidèrent de modifier l'article 5(1) des statuts de la Société, qui stipulera tel qu'il suit:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à cinq millions cent quatre-vingt-dix-huit mille huit cents quatre-vingt-dix-huit euros (EUR 5.198.898.-) représenté par:

- 105.874 parts sociales de classe A1,
- 543.986 parts sociales de classe A2,
- 105.874 parts sociales de classe B1,
- 543.986 parts sociales de classe B2,
- 105.874 parts sociales de classe C1,
- 543.986 parts sociales de classe C2,
- 105.874 parts sociales de classe D1,
- 543.986 parts sociales de classe D2,
- 105.874 parts sociales de classe E1,
- 543.986 parts sociales de classe E2,
- 105.874 parts sociales de classe F1,
- 543.986 parts sociales de classe F2,
- 105.874 parts sociales de classe G1,
- 543.986 parts sociales de classe G2,
- 105.883 parts sociales de classe H1,
- 543.995 parts sociales de classe H2
- 0 part sociale de classe I1,
- 0 part sociale de classe I2,
- 0 part sociale de classe J1, et
- 0 part sociale de classe J2.

Cinquième résolution

Les Associées décidèrent d'autoriser tout dirigeant de la Société d'effectuer toute action nécessaire en relation avec les résolutions prises précédemment, incluant mais non limité à la modification du registre des associées de la Société.

Plus rien ne figurait à l'ordre du jour, l'Assemblée fût clôturée.

Frais

Les dépenses, frais, rémunération et charges incombant à la Société suite à cet acte sont estimés pour:

- la Société scindée à 3.700,- EUR
- la Société bénéficiaire à 6.850,- EUR

DONT ACTE, en foi de quoi, le présent acte notarié est dressé à Luxembourg, à la date mentionnée au début de ce document.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclara qu'à la requête des comparants susmentionnés, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre les deux versions, le texte anglais fera foi.

Le document ayant été lu aux comparants, ceux-ci ont avec le notaire signé le présent acte.

Signé: Carmine REHO, Delia NITESCU, Emma MASSICARD, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 16 janvier 2015. Relation GAC/2015/541. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015019016/961.

(150022697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

Casa Luxembourg s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2529 Howald, 20, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 144.523.

L'an deux mille quinze, le vingt-trois janvier.

Pardevant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

La société CASA HOLDING B.V. avec siège social à NL-1251 Laren, inscrite au Registre de commerce de droit néerlandais sous le numéro 20057595,

ici représentée par D. Van Spaendonk, directeur, demeurant à B-8430 Middelkerke, Zeedijk 196/0601, lui même ici représenté par Emmanuel GREGORIS, expert-comptable demeurant professionnellement à Luxembourg et Laurence BIER, attachée de direction, demeurant professionnellement à Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

L'associée unique de la société à responsabilité limitée CASA LUXEMBOURG SARL avec siège social à L-2529 Howald, 20, rue des Scillas, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 144 523, constituée suivant acte du notaire Camille MINES de Capellen du 21 janvier 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 451 du 3 mars 2009, modifiée suivant acte sous seing privé le 28 janvier 2009, publié au dit Mémorial C, Numéro 1748 du 5 juillet 2014, modifiée suivant acte sous seing privé le 1^{er} février 2010, publié au dit Mémorial C, Numéro 1773 du 8 juillet 2014.

La comparante, agissant en es-dite qualité d'associée, se réunit en assemblée générale extraordinaire à laquelle elle se considère dûment convoquée, et prend, sur ordre du jour conforme et à l'unanimité, la résolution suivante:

Première résolution

Elle modifie l'article 13 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 13.** L'exercice social commence le 28 janvier et sera clôturé chaque 27 janvier, et ce, à compter du 27 janvier 2015." Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connu du notaire par leur noms, prénoms, professions et domiciles, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Honoraire: 99,16

Signé: Gregoris, Bier et Molitor.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 26 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/2303. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (Signé) Thill.

Référence de publication: 2015020910/36.

(150024693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.
